

**BURKINA FASO**



*Unité-Progrès-Justice*

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**

---

---

**PLAN D' ACTIONS DU PLAN NATIONAL  
D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES  
(2024-2026)**

*Mai 2024*

## TABLE DE MATIERES

<b>LISTE DES TABLEAUX ET DES ANNEXES.....</b>	<b>3</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>I. RAPPEL DES ELEMENTS DU PNA.....</b>	<b>1</b>
1.1. Fondements.....	1
1.2. Vision du PNA.....	4
1.3. Principes directeurs.....	4
1.4. Objectif global et impacts attendus.....	6
<b>II. AXES STRATEGIQUES, ACTIONS PRIORITAIRES ET ACTIVITES.....</b>	<b>6</b>
1.1. AXE 1 : ADAPTATION DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	6
1.1.1. Objectif stratégique.1.1 : Renforcer les capacités d’adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques.....	7
1.1.2. Objectif stratégique.1.2 : Renforcer les capacités d’adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC.....	9
1.2. AXE 2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D’ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	15
1.2.1. Objectif stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d’adaptation en changements climatiques.....	15
1.2.2. Objectif stratégique 2.2 : Améliorer l’adoption des techniques et technologies innovantes en matière d’adaptation en changements climatiques.....	17
1.3. AXE 3 : GOUVERNANCE DE L’ADAPATATION AUX CHANGEMENT CLIMATIQUES.....	18
1.3.1. Objectif stratégique 3.1 : Améliorer le cadre juridique, politique et organisationnel en matière de résilience climatique.....	18
1.3.2. Objectif stratégique 3.2 : assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du PNA.....	20
1.3.3. Objectif stratégique 3.3 : Améliorer la disponibilité et l’accessibilité de l’information climatique et la visibilité des interventions.....	21
<b>III. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI EVALUATION.....</b>	<b>22</b>
3.1. Dispositif de mise en œuvre.....	22
3.1.1. Instruments de mise en œuvre.....	22
3.1.2. Acteurs de mise en œuvre.....	23
3.1.3. Cadre organisationnel.....	Erreur ! Signet non défini.

<b>3.2.</b>	<b>DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION.....</b>	<b>26</b>
3.2.1.	Instance de suivi évaluation.....	26
3.2.2.	Mécanisme de suivi-évaluation .....	26
3.2.3.	Outils de suivi évaluation .....	27
<b>3.3.</b>	<b>FINANCEMENT DU PNA.....</b>	<b>27</b>
3.3.1.	Coût du plan d'actions .....	27
3.3.2.	Stratégie de financement.....	28
<b>IV.</b>	<b>ANALYSE ET GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>30</b>

## LISTE DES TABLEAUX ET DES ANNEXES

### LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1:</b> Répartition du coût du plan d'actions par axe en milliers de FCFA: Répartition du coût du plan d'actions par axe en milliers de FCFA.....	28
<b>Tableau 2:</b> Contributions par type d'acteurs (en millions de FCFA).....	29
<b>Tableau 3:</b> Analyse des risques .....	31

### LISTE DES ANNEXES

<b>Annexe 1:</b> Cadre de mesure de performance .....	1
<b>Annexe 2:</b> Cadre programmatique .....	1

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>AFAT</b>	Agriculture, Foresterie et Autres Utilisations des Terres
<b>ANAM</b>	Agence Nationale de la Météorologie
<b>ANE</b>	Acteurs Non Etatiques
<b>APF</b>	Aires de Protection Fauniques
<b>APH</b>	Agro-Pastoral et Halieutique
<b>CASEM</b>	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
<b>CC</b>	Changements Climatiques
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques
<b>CDG</b>	Cadre de Dialogue de Gestion
<b>CDR</b>	Conseil de Direction Régional
<b>CEDEAO.</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CES/DRS</b>	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
<b>DGESS</b>	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
<b>ENP</b>	Etude Nationale Prospective
<b>FIC</b>	Fonds d'Investissement Climatique
<b>FVC</b>	Fonds Vert pour le Climat
<b>GAR</b>	Gestion Axée sur les Résultats
<b>GTR</b>	Groupe Thématique Régional
<b>E/DD/CC</b>	Environnement/ Développement Durable/Changements Climatiques
<b>MNC</b>	Maladie du Newcastle
<b>MRV</b>	Mesure Rapportage Vérification
<b>MUAFH</b>	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat
<b>ND-GAIN</b>	Indice mondial d'adaptation au changement climatique Notre-Dame
<b>ODD</b>	Objectif de Développement Durable
<b>ONG/ADF</b>	Organisation Non Gouvernementale/Association de Développement et Fondations
<b>PAO</b>	Plan d'Actions Opérationnel
<b>PA-SD</b>	Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement
<b>PIUP</b>	Procédés Industriels et Utilisations des Produits
<b>PLD</b>	Plans Locaux de Développement
<b>PNA</b>	Plan National d'Adaptation aux changements climatiques
<b>PNDD</b>	Politique Nationale de Développement Durable
<b>PNDES</b>	Plan National de Développement Economique et Social
<b>PNIASP</b>	Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral
<b>POS</b>	Plan d'Occupation des Sols
<b>PPCB</b>	<b>Péripleurmonie Contagieuse Bovine</b>
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>PPR</b>	Peste des Petits Ruminants
<b>PRAVO</b>	Projet de Renforcement du réseau d'Assainissement des eaux pluviales de la Ville de Ouagadougou
<b>PS-ASP</b>	Politique sectorielle "Production Agro-Sylvo-Pastorale"
<b>PTBA</b>	Plan de Travail et Budget Annuel

<b>PTF</b>	Partenaire Technique et Financier
<b>SAP</b>	Système d'Alerte Précoce
<b>SDAGO</b>	Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga
<b>SDAU</b>	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
<b>SDDEP</b>	Schéma Directeur de Drainage des Eaux Pluviales
<b>SNADDT</b>	Schéma National d'Aménagement et du Développement Durable du Territoire
<b>SNG</b>	Stratégie Nationale Genre
<b>TDE</b>	<b>Transformation</b> et de <b>Distribution Electrique</b>
<b>UAMOP</b>	Unités d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Publique

## INTRODUCTION

La planète se trouve confrontée à des sources de pression portant préjudices à tous les systèmes socio-écologiques avec l'augmentation de la concentration atmosphérique en gaz-à-effet de serre (GES) imputable aux activités humaines. Les pays Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ont reconnu, à travers le cadre de l'adaptation de Cancun et la Décision 5/CP.17, renforcés par l'Accord de Paris, l'impérieuse nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) C'est dans cette optique que le Burkina Faso a adopté son Plan National d'Adaptation aux changements climatiques qui est révisé chaque cinq ans d'où la révision du PNA adopté en 2015.

C'est ainsi que le présent document qui tient lieu de plan d'actions du PNA est élaboré pour guider la mise en œuvre des activités sur la période 2024-2026. Cette élaboration s'est faite en suivant un processus participatif qui a réuni l'ensemble des acteurs concernés par la mise en œuvre du PNA. Ce plan d'actions s'articule autour des points suivants : (i) rappel des éléments du PNA, (ii) axes stratégiques, actions prioritaires et activités, (iii) dispositions de mise en œuvre et de suivi évaluation et (iv) analyse et gestion des risques.

## **I. RAPPEL DES ELEMENTS DU PNA**

Cette partie rappelle les fondements, la vision pour le Burkina Faso, les principes directeurs et les orientations stratégiques. Ces orientations sont déclinées en axes stratégiques, en objectifs stratégiques, en effets attendus et en actions.

### **1.1. Fondements**

Le PNA se fonde aussi bien sur les engagements du Burkina Faso aux niveaux international et régional que sur les documents de référence au niveau national en matière de lutte contre les changements climatiques, la désertification et la destruction de la biodiversité.

#### **1.1.1. Au niveau international**

Le PNA se fonde principalement sur : (i) la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ratifiée le 02 septembre 1993, qui vise à stabiliser les concentrations de GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, (ii) Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont les objectifs de développement durable visent à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous à l'horizon 2030. L'ODD 13 vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques. La cible 13.1 entend renforcer dans tous les pays la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux et aux catastrophes naturelles liées au climat.

Elle s'inspire également du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe

#### **1.1.2. Au niveau régional**

Le PNA s'appuie sur l'agenda 2063 de l'Union africaine dont les aspirations n°1 et n°6 visent à construire respectivement « une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable » et « une Afrique où le développement est axé sur les populations, qui s'appuient notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes ». Elle s'inspire également de la Stratégie Régionale Climat de la CEDEAO.

#### **1.1.3. Au niveau national**

Le PNA s'inspire de :

- **l'Etude nationale prospective (ENP) Burkina 2025** qui ambitionne de « transformer les déterminants de l'évolution du système burkinabè, pour rendre l'économie nationale compétitive, conforter la croissance et la prospérité, et améliorer la qualité de vie » ;



- le **Schéma national d'aménagement et du développement durable du territoire (SNADDT, 2017-2040)** qui donne les orientations sur les déterminants de l'aménagement du territoire du Burkina Faso actuel en insistant notamment sur le préalable foncier, la maîtrise de la démographie et la place des femmes, l'urbanisation, l'eau et l'assainissement, ainsi que les actions de réhabilitation et de sauvegarde à privilégier dans chaque région ;
- la **Politique Nationale de Développement Durable (PNDD) à l'horizon 2050**, adoptée en 2013, et qui a pour objectif de définir le cadre global de la mise en œuvre du développement durable au Burkina Faso ;
- la **Politique sectorielle « Production Agro-Sylvo-Pastorale » (2018-2027)**, adoptée en 2018 qui vise à développer un secteur « production agro-sylvo-pastorale » productif assurant la sécurité alimentaire, davantage orienté vers le marché et créateur d'emplois décents basé sur des modes de production et de consommation durables ;
- la **Politique sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement » (2018-2027)** adoptée en 2018 qui a pour objectif global d'assurer un accès à l'eau, à un cadre de vie sain et renforcer la gouvernance environnementale et le développement durable dans l'optique d'améliorer les conditions économiques et sociales des populations. Le PNA s'inscrit dans l'axe 1 : « Gestion durable de l'environnement » en son OS 1.1 « Renforcer la gouvernance environnementale dans la transition vers une économie verte et inclusive » et l'axe 2 : « Axe 2 : Mobilisation et gestion des ressources en eau » dont l'objectif est de satisfaire durablement les besoins en eau pour tous les usages et des écosystèmes naturels dans un contexte de changements climatiques ;
- la **Politique sectorielle « Recherche et Innovation » (2018-2027)** adoptée en 2018 dont l'objectif global est de renforcer le système productif par la génération et l'utilisation intensive des résultats de la recherche et de l'innovation. Le PNA s'inscrit dans l'Axe 2 : « Développement de la recherche scientifique et de l'innovation » en contribuant à l'atteinte de l'objectif stratégique 2.1 : Orienter les programmes de recherche pour l'atteinte des objectifs de développement et spécifiquement dans la réalisation des effets attendus EA 2.1.1 : la recherche et l'innovation dans les domaines agro-sylvo-pastorale et environnementale sont développées, EA 2.1.2 : la recherche et l'innovation en sciences appliquées et technologies sont développées et EA 2.1.4 : la recherche et l'innovation en sciences sociales et humaines sont développées. Il intervient aussi dans l'Axe 3 : « Valorisation des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation » qui vise à promouvoir l'utilisation intensive des résultats de la recherche et des innovations ;

- **la Politique sectorielle « Santé » (PSS) (2018-2027)** adoptée en 2018, la PSS dont l'objectif général est d'améliorer l'état de santé de la population. Au regard de la corrélation entre état de santé des populations, qualité du cadre de vie, la PSS s'intéresse entre autres aux questions (i) d'assainissement (solides et liquides), éléments essentiels de la lutte contre les infections transmissibles et (ii) d'éducation environnementale en tant qu'instrument de prise de conscience de chaque acteur, de sa responsabilité en matière de préservation de la qualité de l'environnement. Elle traite de ces éléments dans son axe 1 : Accès aux services de santé ;
- **Politique sectorielle « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat » (PS-ITCH) (2018-2027)** adoptée en 2018, dont objectif global est de développer des équipements et infrastructures de transport, de communication et d'habitat durables et résilients en vue d'améliorer leur accessibilité à toutes les couches socio-professionnelles. Le PNA s'inscrit dans l'Axe 2 : Développement des équipements et des infrastructures durables et résilientes et contribue à l'atteinte de ces deux objectifs stratégiques que sont OS.2.1 : Promouvoir l'aménagement durable des espaces urbains et ruraux et OS.2.2 : améliorer la desserte du territoire national par la réalisation d'infrastructures aux normes internationales ;
- **Politique sectorielle « Transformations industrielles et artisanales » (PS-TIA) (2018-2027)** adoptée en 2018 dont l'objectif global est de rendre le secteur industriel et artisanal compétitif, créateur de forte valeur ajoutée et d'emplois décents. Le PNA contribue à l'atteinte des objectifs stratégiques de l'axe 3 : Amélioration de l'accessibilité aux services énergétiques de qualité et la garantie de l'efficacité énergétique que sont : OS 3.1 : Assurer un accès aux services énergétiques modernes de qualité à moindre et OS 3.2 : Promouvoir l'efficacité énergétique ; **le Plan National de Développement Economique et Social II (2021-2025)** adopté en 2021 qui constitue le référentiel orientant le développement économique et social au Burkina Faso. Le PNA contribue à sa mise en œuvre à travers les axes stratégiques 3 « consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale » et 4 « dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois » plus précisément dans ses objectifs stratégiques 3.3 : « promouvoir la recherche et l'innovation et renforcer leur utilisation en faveur de la transformation de l'économie », 3.6 : « améliorer le cadre de vie, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services énergétiques de qualité », 4.1 : « développer durablement un secteur agro-sylvo-pastoral, faunique et halieutique productif et résilient, d'avantage orienté vers le marché » et 4.5 « inverser la tendance de la dégradation de

l'environnement et des ressources naturelles pour favoriser la résilience climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre». Dans le cadre de l'opérationnalisation du PNDES II, le PNA s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD), instrument de mise en œuvre du PNDES II ;

- **la Stratégie Nationale Genre (SNG) (2020-2024)**, adoptée en 2020 qui a pour objectif global de favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso..

## 1.2. Vision du PNA

La vision du PNA s'énonce comme suit : «à l'horizon 2028, le Burkina Faso dispose de capacités institutionnelles et communautaires pour une gestion proactive et résiliente des impacts climatiques, grâce à une planification intégrée et des projets innovants».

## 1.3. Principes directeurs

La formulation du plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) du Burkina Faso a été faite en référence aux directives du Groupe d'experts des pays les moins avancés et réalisé conformément à la décision 1/CP.16. Elle repose sur des principes dont le choix a été guidé par ceux de la CCNUCC et qui s'alignent sur les politiques nationales en matière de développement.

Il s'agit principalement du :

- **partenariat et subsidiarité** : les changements climatiques ne connaissent pas de frontières sectorielles, encore moins de limites administratives. Au regard de la portée de leurs impacts, il est important d'œuvrer à la participation de tous les acteurs de développement à différentes échelles depuis l'identification des actions d'adaptation jusqu'à leur mise en œuvre. Le partenariat ainsi décliné devra se matérialiser par l'implication judicieuse et la responsabilisation des acteurs des structures étatiques et non étatiques, des collectivités territoriales, du secteur privé, à travers le renforcement du Partenariat public-privé (PPP), de la société civile et des PTF dans l'exécution des actions retenues. Ainsi, la problématique de l'adaptation aux changements climatiques doit désormais être prise en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement au niveau central et décentralisé afin que les efforts de développement ne soient pas vains. L'institution d'un dialogue permanent entre les représentants des différents groupes d'acteurs est également nécessaire pour la cohérence des interventions, la synergie et surtout le cofinancement des actions du PNA. Les avis et priorités des bénéficiaires seront

pris en compte dans la démarche d'opérationnalisation des options et des mesures d'adaptation préconisées en conformité avec la réglementation en vigueur ;

- **la prise en compte du Genre et de l'inclusion** : les options d'adaptation identifiées dans le PNA nécessitent pour plus de pertinence et d'impacts significatifs la participation des hommes et des femmes aux actions. Aussi, au regard de la vulnérabilité des femmes aux effets néfastes des changements climatiques plus accrue et de leur participation au développement, une approche de partenariat, de promotion du dialogue social, de réduction des inégalités, de développement des capacités d'adaptation de toutes les couches sociales, surtout les plus vulnérables et de prééminence de la bonne gouvernance est-elle nécessaire ;
- **l'équité** : la recherche de l'équité notamment l'équité sociale et environnementale dans la mise en œuvre du PNA doit être de mise pour assurer la cohérence et la continuité la durabilité des interventions. Ce principe garantit la réduction des inégalités sociales, régionales et la solidarité nationale qui seront le fil conducteur déterminant pour assurer l'équité intra et intergénérationnelle, la prise en compte du genre, ainsi que la prise en compte des spécificités des régions et localités par la valorisation de leurs potentialités, pour plus d'équité spatiale, plus de cohésion sociale et de paix ;
- **la Gestion Axée sur les Résultats** : l'application d'une gestion axée sur les résultats (GAR) est plus que bénéfique d'autant plus qu'elle permet d'améliorer l'efficacité et les pratiques relatives à l'obligation de rendre compte en matière de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques, en mettant l'accent sur l'atteinte des résultats préalablement définis de façon réaliste. En outre, la transparence et la reddition des comptes, éléments fondamentaux de la GAR, sont essentielles dans l'obtention des résultats de développement, en ce sens qu'elles permettent d'instaurer un climat de confiance et de garantir la pleine participation des acteurs à la réalisation des objectifs définis ;
- **la durabilité** : la durabilité des actions du PNA suppose l'utilisation des ressources «naturelles» de façon rationnelle en tenant compte des besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures. La durabilité prend en compte les contraintes économiques, sociales, environnementales et culturelles et promeut des modes de production et de

consommation responsables, la solidarité, la précaution, la participation et l'engagement responsable ;

- **la proactivité et intelligence économique** : la mise en œuvre du PNA doit s'inscrire dans une démarche prospective, au niveau de tous les acteurs, afin de faire face aux menaces de tout genre et d'exploiter les meilleures opportunités offertes, à court, moyen et long terme. La proactivité, dans le contexte actuel du défi sécuritaire, suppose que tout acteur du développement doit agir en veillant à prévenir et à consolider la sécurité. Dès lors, la proactivité s'appuiera sur l'Intelligence Economique (IE) en tant que mode de gouvernance fondé sur la veille, l'exploitation et la protection de l'information stratégique, la maîtrise des risques (sécuritaire, économique, etc...) et l'influence sur l'environnement national et international.

#### 1.4. Objectif global et impacts attendus

L'objectif global du PNA est de **renforcer la résilience des populations et des écosystèmes face aux changements climatiques pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des communautés.**

Ainsi, les principaux résultats finaux attendus de la mise en œuvre du PNA se présentent comme suit :

- *la capacité d'adaptation des communautés, des secteurs et domaines prioritaires est améliorée.* Il s'agit de porter l'indice national d'adaptation au changement climatique (ND-GAIN) de 37,6 en 2021 à 38,85 en 2028 ;
- *la pauvreté en milieu rurale est réduite.* L'ambition est de contribuer à porter l'incidence de la pauvreté en milieu rural de 52,7 % en 2021 à moins de 50% en 2028 (PNDES II) ;
- *la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est améliorée.* Il s'agit de porter le taux de couvertures des besoins céréaliers de 101% en 2022 à 140% en 2028 (PSMN,2020-2024).

## II. AXES STRATEGIQUES, ACTIONS PRIORITAIRES ET ACTIVITES

Le plan d'actions 2024-2026 est structuré en trois (03) axes. Chaque axe est décliné en objectifs stratégiques, effets attendus, actions et activités.

### 1.1. AXE 1 : ADAPTATION DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les objectifs stratégiques (OS) de cet axe sont : (i) **OS 1.1** : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques, (ii) **OS 1.2** : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC et (iii) **OS 1.3** : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux changements climatiques.

### **1.1.1. Objectif stratégique.1.1 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques**

Deux (02) effets sont attendus (EA) de cet objectif stratégique : (i) **EA.1.1.1** : La résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée et (ii) **E.A.1.1.2** : La vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite.

#### **1.1.1.1. EA.1.1.1 : La résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée**

Il s'agit de porter le taux d'atteinte des rendements potentiels des cultures céréalières de 40,4% en 2022 à 60% en 2028. Pour atteindre cet effet, les actions majeures ci-après seront réalisées : (i) Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau, (ii) Amélioration des rendements des productions agricoles, (iii) Promotion des techniques de CES/DRS, (iv) Renforcement des stocks nationaux de sécurité alimentaire et (v) Amélioration de l'accès des acteurs des filières APH aux financements agricoles.

#### **- Action 1.1.1.1 : Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau, Amélioration des rendements des productions agricoles**

La réalisation de cette action se fera à travers la mise en œuvre des activités que sont : (i) réaliser/Réhabiliter de bas-fonds et des périmètres aménagés, (ii) Réaliser des forages agricoles et des boullis agricoles, (iii) mettre à la disposition des producteurs des équipements de motorisation intermédiaires à prix subventionnés et des équipements d'irrigation et (iv) réaliser des modèles d'exploitation agricole résiliente et performante.

#### **- Action 1.1.1.2 : Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau**

Cette action sera mise en œuvre à travers le renforcement de capacités techniques et matérielles des producteurs, la mise en place de serre, la mise à disposition des producteurs d'intrants, de kits de compostage et de fumure organique.

- **Action 1.1.1.3 : Promotion des techniques de CES/DRS**

Il s'agira de renforcer les capacités techniques des producteurs, de mettre en place des fermes agroécologiques, d'aménager des terres sous CES/DRS.

- **Action 1.1.1.4 : Renforcement des stocks nationaux de sécuritaire alimentaire**

Cette action sera mise en œuvre à travers la mise en place du stock d'intervention alimentaire (SI) et de sécurité nationale (SNS) et l'ouverture de boutiques témoins dans les communes vulnérables.

- **Action 1.1.1.5 : Amélioration de l'accès des acteurs des filières APH aux financements agricoles**

Il s'agira principalement de mettre en place de nouveaux produits d'assurance agricole, de subventionner les polices d'assurance agricoles, de souscrire à des primes d'assurance, de sensibiliser des producteurs sur l'assurance agricole, de mettre en place des plateformes de diffusion des informations climatiques aux producteurs et de financer de microprojets agricoles à travers les mécanismes étatiques.

**1.1.1.2. EA.1.1.2 : La vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite**

Il s'agit de faire évoluer le taux d'accroissance des effectifs des bovins, des petits ruminants et la volaille de 2%, 3%, et 3% respectivement en 2020 à 2.5%, 3,5% et 3,5% en 2028. A cet effet, les actions suivantes sont mises en œuvre : (i) Gestion durable de la pêche et de l'aquaculture, (ii) Prévention des maladies prioritaires et les zoonoses, (iii) amélioration de l'alimentation et du potentiel génétique des animaux d'élevage et (iv) Sécurisation et gestion durable de la transhumance et des écosystèmes pastorales.

- **Action 1.1.2.1 : Gestion durable de la pêche et de l'aquaculture**

La mise en œuvre de cette action passera par la réalisation des activités suivantes : (i) aménager des pêcheries, (ii) empoissonner les plans d'eau, (iii) mettre à la disposition des acteurs des équipements de pêche et d'aquaculture adaptés, (iv) produire des alevins dans les stations piscicoles, (v) mettre à la disposition des producteurs des aliments pour poissons et (vi) mettre en place des cages flottantes.

- **Action 1.1.2.2 : Prévention des maladies prioritaires et les zoonoses**

Pour cette action, il s'agira de réaliser les campagnes de vaccination contre le PPCB, le PPR et le MNC.

- **Action 1.1.2.3 : Amélioration de l'alimentation et du potentiel génétique des animaux d'élevage**

Il s'agira principalement de mettre à la disposition des producteurs des intrants et des équipements de production fourragère, d'acquérir des aliments pour bétail au profit du stock de sécurité d'aliments pour bétail, de réaliser l'insémination artificielle des vaches, de diffuser des noyaux reproducteurs et de faciliter l'accès des éleveurs de volaille aux ressources nécessaires pour la reconstitution des effectifs suite à l'impact de la grippe aviaire.

- **Action 1.1.2.4 : Sécurisation et gestion durable de la transhumance et des écosystèmes pastorales**

Il s'agira de créer, d'aménager et de sécuriser les zones pastorales, d'appuyer la sécurisation des fermes péri-urbaines, de réaliser des biodigesteurs, d'appuyer le fonctionnement des systèmes de surveillance sur les crises en élevage, des comités provinciaux de gestion de la transhumance et des comités de gestion des infrastructures.

### **1.1.2. Objectif stratégique.1.2 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC**

Cet objectif stratégique est mesuré par deux (02) effets attendus. Il s'agit de : (i) E.A.1.2.1. La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée et (ii) E.A.1.2.2. Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées.

#### **1.1.2.1. EA.1.2.1 : La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée**

Il s'agit de porter la capacité de stockage en eau de surface de 6,153 milliards de m<sup>3</sup> en 2023 à 6,4 milliards de m<sup>3</sup> en 2028.

Pour l'atteinte de ces résultats, trois (03) principales actions sont mises en œuvre : (i) Construction et réhabilitation d'ouvrages de retenue d'eau, (ii) Entretien et sécurisation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau et (iii) Protection des ressources en eau.

- **Action 1.2.1.1 : Construction et réhabilitation d'ouvrages de retenue d'eau**

Cette action sera mise en œuvre à travers la réalisation des études de construction de nouveaux barrages et de réhabilitation des barrages dégradés, l'exécution des travaux



de construction et de réhabilitation des retenues d'eau et la réalisation des infrastructures d'hydrauliques pastorales dans les espaces pastoraux.

- **Action 1.2.1.2 : Entretien et sécurisation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau**

Il s'agira de mettre en place et de former les Comités d'usagers de l'Eau, de conduire et superviser les travaux d'entretien des ouvrages, d'effectuer des patrouilles de sécurisation des ressources en eau, d'assurer l'inspection technique et l'auscultation des barrages, d'installer des bornes topo pour l'auscultation des barrages et des échelles limnométriques pour le suivi du plan d'eau des barrages.

- **Action 1.2.1.3 : Protection des ressources en eau.**

Pour la mise en œuvre de cette action, les activités porteront sur la restauration des berges des cours et plans d'eau, la délimitation de la bande de servitude des cours et plans d'eau, la réalisation des études sur l'état des lieux de la qualité des ressources en eau dans le bassin de la Comoé, la cartographie des sites de pollutions et leurs caractéristiques en relation avec les agences de l'eau, l'acquisition des équipements de mesure en continue pour les stations qualité de l'eau, la réalisation des campagnes d'échantillonnage sur le réseau qualité des eaux, le suivi des débits solides des cours d'eau et la mise en œuvre des technologies de protection des berges.

**1.1.2.2. EA.1.2.2 : Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées**

L'ambition est de porter le taux de couverture forestière de 22,72% en 2020 à 26,47% en 2028 et l'indice kilométrique d'abondance des espèces indicatrices dans les aires de protection faunique de 2,2 en 2015 à 2,5 en 2028.

Pour l'atteinte de ce résultat, trois (03) principales actions sont mises en œuvre : (i) amélioration de la conservation et de la restauration des ressources forestières et fauniques et (ii) promotion des variétés de semences forestières améliorées résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs et (iii) amélioration de la conservation et de la disponibilité de l'eau dans les APF.

- **Action 1.2.2.1 : Amélioration de la conservation et de la restauration des ressources forestières et fauniques**

Il s'agira pour cette action, de récupérer les terres dégradées dans les écosystèmes de réaliser des infrastructures de sécurisation des ressources forestières, appuyer les collectivités territoriales dans la création, le classement et l'aménagement des espaces de conservation, produire et mettre en terre des plants, assurer la sécurisation des sites

de reboisement, réaliser des aménagements dans les aires de protection fauniques, assurer la surveillance et la sécurisation des ressources forestières, aménager les zones pastorales, mettre au point et vulgariser des techniques de multiplication végétative et d'accroissement du couvert végétal.

- **Action 1.2.2.2 : Promotion des variétés de semences forestières améliorées résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs**

Les activités à mener dans cette action porteront sur la production et la diffusion de semences forestières adaptées.

- **Action 1.2.2.3 : Amélioration de la conservation et de la disponibilité de l'eau dans les APF**

Il s'agira de réaliser et de réhabiliter des ouvrages de mobilisation des ressources en eau dans les aires de protection fauniques.

### **1.1.3. Objectif stratégique.1.3 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux changements climatiques**

Cet objectif stratégique est mesuré par trois (03) effets attendus. Il s'agit de : (i) E.A.1.3.1. Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées, (ii) E.A.1.3.2. La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée et (iii) E.A.1.3.3. Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées.

#### **1.1.3.1. EA.1.3.1 : Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées**

Il s'agit de porter la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie de 31,39% en 2023 à 45% en 2028 et la quantité d'énergie économisée au niveau de la consommation de 56,94 GWhs en 2023 à 65 GWhs en 2028 et de contrôler annuellement l'ensemble des infrastructures d'hydrocarbures programmées sur la période 2024-2028.

Pour l'atteinte de ces résultats, quatre (04) principales actions sont mises en œuvre : (i) Accroissement de l'offre énergétique, (ii) Promotion des énergies renouvelables et (iii) Contrôle des activités et des infrastructures énergétiques et (iv) promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique

- **Action 1.3.1.1 : Accroissement de l'offre énergétique**

Cette action sera mise en œuvre à travers la réalisation de travaux de réhabilitation et de renforcement des systèmes électriques.

- **Action 1.3.1.2 : Promotion des énergies renouvelables**

Il s'agira de construire des centrales solaires, d'installer des lampadaires solaires au profit des personnes déplacées internes et des zones à fort défi sécuritaire (TDE) et fournir des foyers améliorés.

- **Action 1.3.1.3 : Contrôle des activités et des infrastructures énergétiques.**

Pour la mise en œuvre de cette action, les activités porteront sur l'inspection et le contrôle des activités et infrastructures énergétiques, le suivi des projets d'énergie conventionnelle, le contrôle des activités des entreprises agréées pour les catégories réseaux et centrales électriques, réalisation des visites d'inspection des entreprises demandant l'agrément technique catégorie réseaux et centrales électriques et la réalisation de l'audit diagnostique du laboratoire de contrôle de la qualité des équipements afin d'assurer la mise en place de la norme 17025.

- **Action 1.3.1.4 : Promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique**

Il s'agira d'organiser des ateliers sur les opportunités d'investissements dans la réalisation des audits énergétiques et la mise en œuvre de ses recommandations, de suivre la consommation énergétique dans l'administration publique et le projet d'hybridation des bâtiments publics pilotes, de surveiller le marché pour l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers et d'élaborer le document du Projet d'analyse et de suivi des factures d'électricité de l'administration publique et une note conceptuelle d'un projet de promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments pour soumission au Fond Vert Climat.

**1.1.3.2. EA.1.3.2 : La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée**

L'ambition est de porter la proportion de constructions publiques s'inspirant d'une identité culturelle burkinabè et optimisant la performance énergétique à 40% en 2028, la proportion des routes en bon état de 28,7% en 2023 à 65% en 2028 et la proportion de pistes rurales aménagées de 37,1% à 41,38%.

Pour l'atteinte de ce résultat, six (06) principales actions sont mises en œuvre : (i) Développement et entretien du réseau routier classé, la voirie urbaine et les pistes rurales, (ii) Planification de l'extension et de l'occupation de l'espace urbain, (iii) Valorisation des espaces urbains et ruraux, (iv) Amélioration de l'offre de logement décent et le contrôle du respect des normes et de la réglementation en matière

d'architecture et de construction, (v) Appui à la maîtrise d'ouvrage publique et (vi) Aménagement du réseau de drainage des eaux pluviales dans les villes.

- **Action 1.3.2.1 : Développement et entretien du réseau routier classé, la voirie urbaine et les pistes rurales**

Il s'agira pour cette action, de bitumer des routes résilientes aux changements climatiques, d'aménager des voiries urbaines résilientes aux changements climatiques et de nouvelles pistes rurales, de renforcer et réhabiliter des routes, d'assurer la gestion et l'entretien du réseau routier classé et des pistes rurales.

- **Action 1.3.2.2 : Planification de l'extension et de l'occupation de l'espace urbain**

Les activités à mener dans cette action porteront sur la révision du schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga (SDAGO) horizon 2025, des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de cinq villes (Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada N'Gourma, Dédougou) à fort défi sécuritaire selon une procédure d'urgence et l'élaboration des Plans d'occupation des sols (POS) des communes.

- **Action 1.3.2.3 : Valorisation des espaces urbains et ruraux**

Il s'agira de résorber les zones d'habitat spontanée dans les 13 capitales régionales et à Pouytenga et de réaliser des premiers lotissements des communes rurales.

- **Action 1.3.2.4 : Amélioration de l'offre de logement décent et le contrôle du respect des normes et de la réglementation en matière d'architecture et de construction**

Il s'agira de construire des logements sociaux et économiques et de contrôler le respect de la réglementation des chantiers en matière de construction dans les treize (13) régions.

- **Action 1.3.2.5 : Appui à la maîtrise d'ouvrage publique**

Il s'agira de suivre et de contrôler des travaux de construction au profit des maîtres d'ouvrages publiques, de réaliser les études de faisabilité techniques pour la mise en place de l'observatoire national de la qualité des constructions et les expertises techniques pour l'ouverture des établissements scolaires, universitaires et sanitaires, d'opérationnaliser les Unités d'assistance à la maîtrise d'ouvrage publique (UAMOP) auprès des ministères et institutions, d'instruire les dossiers de demandes de permis de construire et de vulgariser le décret portant recours obligatoire du MUAFH dans les projets de construction.

- **Action 1.3.2.6 : Aménagement du réseau de drainage des eaux pluviales dans les villes**

Pour la mise en œuvre de cette action, les principales activités porteront sur l'élaboration des Schémas directeurs de drainage des eaux pluviales (SDDEP) et l'achèvement des travaux de la tranche conditionnelle du Projet de renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou (PRAVO).

**1.1.3.3. EA.1.3.3 : Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées**

L'ambition est de porter le nombre de personnel qualifié par niveau de soin pour la prise en charge des maladies liées aux changements climatiques de 25 en 2023 à 1000 en 2028 et la proportion des populations ayant adopté un mode de vie sain et des comportements favorables à la santé et aux changements climatiques de 24% en 2023 à 80% en 2028.

Pour l'atteinte de ce résultat, deux (02) principales actions sont mises en œuvre : (i) Développement d'infrastructures de santé adaptées aux effets des changements climatiques et (ii) Amélioration des services de santé.

- **Action 1.3.3.1 : Développement d'infrastructures de santé adaptées aux effets des changements climatiques**

Il s'agira pour cette action, définir les normes et spécifications techniques de construction des formations sanitaires adaptées aux risques d'inondation, élaborer des normes et standards en infrastructures des établissements de santé adaptés aux effets des changements, de construire et réhabiliter des établissements de santé et de mettre en place des plateformes de systèmes d'incinération.

- **Action 1.3.3.2 : Amélioration des services de santé**

Les activités à mener dans cette action porteront sur l'élaboration d'un plan de formation du personnel sur les maladies sensibles aux changements climatiques et d'un plan de communication pour le changement social et comportemental sur les effets des CC, l'intégration des changements climatiques dans les curricula de formation des écoles professionnelles de la santé et le renforcement des capacités techniques des acteurs.

## **1.2. AXE 2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Cet axe a pour objectif de développer et de rendre accessible les connaissances, techniques et technologies en matière de résilience climatique. Il comprend deux (02) objectifs stratégiques : (i) OS 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques et (ii) OS 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques.

### **1.2.1. Objectif stratégique 2.1: Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques**

Deux (02) effets attendus concourent à l'atteinte de cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.2.1.1. La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux changements climatiques est renforcée et (ii) E.A.2.1.2. La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat et de l'énergie en matière d'adaptation aux CC est développée

#### **1.2.1.1. EA.2.1.1 : La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux changements climatiques est renforcée**

Il s'agit de mettre au point 50 technologies/méthodes/ innovations dans le domaine des sciences environnementales et agricoles entre 2024 et 2028.

Les principales actions à mettre en œuvre portent sur : (i) le Développement des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique et (ii) le renforcement des connaissances dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique.

#### **- Action 2.1.1.1 : Développement des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique**

La mise en œuvre de cette action portera principalement sur la mise au point de techniques et technologies de gestion durable des ressources naturelles, d'amélioration des rendements agricoles, de banque fourragères ligneuses herbacées, l'élaboration d'un recueil des technologies d'adaptation innovantes pertinentes de validation du code pétrolier et la réalisation des études d'amélioration des connaissances du potentiel en hydrocarbures des bassins sédimentaires.

- **Action 2.1.1.2 : Renforcement des connaissances dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique**

Les activités à mener dans cette action sont essentiellement basées sur réalisation des inventaires des arbres de villes des inventaires forestiers dans les espaces de conservation, le renforcement des capacités matérielles des acteurs, la production de documents d'information climatique et météorologique, l'élaboration des documents de synthèse des ressources en eau, la réalisation de la cartographie des sites de reboisement, la production de base de données à travers Google Earth des sites de reboisement, la réalisation des études sur la connaissance et suivi des ressources en eau, la vulgarisation des résultats de recherche en lien avec la foresterie, le renforcement des capacités techniques des acteurs et l'organisation des échanges en lien avec la gestion durable au programme dans les lycées et écoles supérieures.

**1.2.1.2. EA.2.1.2 : La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé, des infrastructures et de l'habitat en matière d'adaptation aux Changements climatiques est développée**

Il s'agit de mettre au point 10 technologies/méthodes et innovations dans le domaine des sciences de la santé et 40 technologies/procédés/ méthodes et innovations mis au point dans le domaine des sciences appliquées entre 2024 et 2028.

Les principales actions qui sont mises en œuvre concernent : (i) Développement de matériaux de construction et des modèles de réalisation d'habitats résilients aux changements climatiques, (ii) Renforcement de la recherche dans le domaine de la santé en matière d'adaptation aux changements climatiques.

- **Action 2.1.2.1 : Développement de matériaux de construction et des modèles de réalisation d'habitats résilients aux changements climatiques**

Les activités de cette action porteront sur l'élaboration d'un référentiel conceptuel des bâtiments administratifs et la réalisation d'une étude sur les déterminants de l'adoption des techniques et technologies de construction.

- **Action 2.1.2.2 : Renforcement de la recherche dans le domaine de la santé en matière d'adaptation aux changements climatiques**

La mise en œuvre de cette action concernera la définition des priorités en recherche sur la santé et les changements climatiques et la réalisation des études sur la santé et les changements climatiques.

## **1.2.2. Objectif stratégique 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques**

Deux (02) effets attendus concourent à l'atteinte de cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.2.2.1. La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues et (ii) E.A.2.2.2. La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée.

### **1.2.2.1. EA.2.2.1 : La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues**

Il s'agit de mettre en incubation 50 technologies, innovations et inventions incubées et de vulgariser 50 nouveaux résultats de recherche et d'innovation sur la période 2024-2028.

Les principales actions à mettre en œuvre portent sur : (i) Disponibilité des résultats de la recherche au profit des acteurs et (ii) Renforcement des capacités techniques des acteurs.

#### **- Action 2.2.1.1 : Disponibilité des résultats de la recherche au profit des acteurs**

Pour cette action, l'organisation des journées scientifiques, l'élaboration/actualisation d'un répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, la réalisation d'une étude sur les facteurs d'adoption des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, l'installation des kits solaires au profit des Personnes déplacées internes et des acteurs, la mise à la disposition des acteurs les technologies innovantes et la construire de quinze (15) systèmes d'énergie productive à travers le pompage solaire dans 15 localités au titre du Plan d'urgence (composante 3).

#### **- Action 2.2.1.2 : Renforcement des capacités techniques des acteurs**

Les activités à mener porteront sur des formations et sensibilisation des acteurs sur des thématiques diverses.

### **1.2.2.2. EA.2.2.2 : La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée**

Il s'agit d'actualiser annuellement la base de données sur les résultats de la recherche, les inventions et innovations.

Les principales actions qui sont mises en œuvre concernent : (i) renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral et



hydrologique et (ii) renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans les domaines de la santé, de l'énergie, des infrastructures et de l'habitat

**- Action 2.2.2.1 : Renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral et hydrologique**

Les activités de cette action porteront sur l'actualisation de la base de données sur les RII et l'élaboration d'un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés et d'un répertoire des acteurs

**- Action 2.2.2.2 : Renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans les domaines de la santé, de l'énergie, des infrastructures et de l'habitat**

Les activités de cette action porteront sur l'actualisation de la base de données sur les RII et l'élaboration d'un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés et d'un répertoire des acteurs.

**1.3. AXE 3 : GOUVERNANCE DE L'ADAPTATION EN MATIERE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Cet axe stratégique vise à améliorer l'efficacité et l'efficience dans la préservation de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. Les objectifs stratégiques de cet axe sont : (i) OS 3.1 : renforcer le cadre politique, juridique et organisationnel en matière de résilience climatique, (ii) OS 3.2 : assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du Plan d'action et OS 3.3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information climatique et la visibilité des interventions.

**1.3.1. Objectif stratégique 3.1 : Renforcer le cadre juridique, politique et organisationnel en matière de résilience climatique**

L'atteinte de cet objectif est appréciée à travers deux (02) effets attendus : (i) E.A.3.1.1: Le cadre politique et juridique en matière de résilience climatique est renforcé et (ii) E.A.3.1.2. Le cadre organisationnel en matière de résilience climatique est renforcé

**1.3.1.1. EA.3.1.1 : Le cadre politique et juridique en matière de résilience climatique est renforcé**

Il s'agit de porter la proportion des PLD ayant intégré l'E/DD/CC de 43,08% en 2023 à 60% en 2028 et la proportion des textes juridiques élaborés à 100% en 2028.

L'atteinte de ce résultat passe par : (i) renforcement du cadre juridique, (ii) renforcement du cadre politique, et (iii) renforcement du leadership et de la

gouvernance en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques dans le secteur de la santé.

- **Action 3.1.1.1 : Renforcement du cadre juridique**

La réalisation de cette action se fera à travers l'élaboration de la loi sur les changements climatiques, des décrets sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris au Burkina Faso et sur les zones inondables et submersibles de la ville de Ouagadougou, l'élaboration de l'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso et la vulgarisation des textes juridiques

- **Action 3.1.1.2 : Renforcement du cadre politique**

Il s'agira de : (i) réviser les référentiels pour prendre en compte les thématiques E/DD, (ii) organiser des ateliers de diffusion du guide de prise en compte des thématiques E/DD dans les référentiels de développement et (iii) réviser les documents stratégiques (PS-ASP et PNIASP) pour prendre en compte les thématiques E/DD.

- **Action 3.1.1.3 Renforcement du leadership et de la gouvernance en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques dans le secteur de la santé**

Il s'agira de : (i) Intégrer les changements climatiques dans les politiques et stratégies de la santé du Burkina Faso (ii) Intégrer les liens climatiques, sanitaires et environnementaux dans les programmes d'enseignement de santé à tous les niveaux (iii) Intégrer la santé dans les plans de gestion des catastrophes (iv) Mettre en place un centre de veille sanitaire.

**1.3.1.2. EA.3.1.2 : Le cadre organisationnel en matière d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est renforcé**

Il s'agit de porter la proportion des organes de pilotage et de coordination fonctionnels de 75% en 2023 à 100% en 2028 et la proportion des organes de concertation fonctionnels de 66,67% en 2023 à 100% en 2028.

A cette fin, deux (02) principales actions sont mises en œuvre : (i) renforcement du pilotage et de la coordination des interventions et (ii) renforcement de la concertation entre les acteurs.

- **Action 3.1.2.1 : Renforcement du pilotage et de la coordination des interventions**

Il s'agira de mettre en place le comité de pilotage du Plan d'action et de tenir les sessions des comités d'orientations et de coordination.

- **Action 3.1.2.2 : Renforcement de la concertation entre les acteurs**

Il s'agira de tenir les sessions des cadres de concertation en matière de changement climatique.

**1.3.2. Objectif stratégique 3.2 : Assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du Plan d'action**

Deux (02) effets attendus soutiennent cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.3.2.1. La mobilisation des ressources financières est accrue et (ii) E.3.2.2. La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée.

**1.3.2.1. EA.3.2.1 : La mobilisation des ressources financières est accrue**

Il s'agit de porter le taux de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du Plan d'action à 100% en 2028.

Pour l'atteinte de cet effet, les actions suivantes sont mises en œuvre : (i) Renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de mobilisation des ressources financières et (ii) Développement des outils de mobilisation des ressources financières.

- **Action 3.2.1.1 : Renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de mobilisation des ressources financières**

Cette action sera consacrée au renforcement des capacités techniques des acteurs sur les financements climatiques, au renforcement de la concertation avec les acteurs intervenant dans la finance carbone, organiser des rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone et accompagner les promoteurs dans l'élaboration des plans d'affaires et Financer les projets, les microprojets et sous-projets dans le domaine de l'élevage.

- **Action 3.2.1.2 : Développement des outils de mobilisation des ressources financières**

Il s'agira dans cette action d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du Plan d'action et des notes conceptuelles de projets et programmes PNA et faire des plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières.

**1.3.2.2. EA.3.2.2 : La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée**

Il s'agit de porter la proportion des documents de programmation élaborés et celle des documents de suivi-évaluation élaborés à 100% chaque année à l'horizon 2028.

Les actions suivantes sont identifiées pour l'atteinte de cet effet : (i) programmation des interventions et (ii) suivi-évaluation et capitalisation des interventions.

- **Action 3.2.2.1 : Programmation des interventions**

Il s'agira d'actualiser le PAO du PNA ainsi que le PTBA.

- **Action 3.2.2.2 : Suivi-évaluation et capitalisation des interventions**

Il s'agira d'élaborer les rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du Plan d'action le manuel de suivi-évaluation du Plan d'action, d'organiser des sessions de formation au profit des acteurs en suivi-évaluation et des enquêtes périodiques pour le renseignement des indicateurs.

**1.3.3. Objectif stratégique 3.3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information climatique et la visibilité des interventions**

Deux (02) effets attendus soutiennent cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.3.3.1. La planification des interventions en matière d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est assurée et (ii) E.A.3.3.2. La visibilité des interventions est améliorée.

**1.3.3.1. EA.3.3.1 : La disponibilité et l'accès de l'information climatique fiable est améliorée**

Il s'agit de faire progresser le taux de couverture des infrastructures météorologiques modernisées de 70% en 2022 à 100% en 2028, la proportion des bulletins météorologiques et climatiques diffusés quotidiennement de 50% en 2023 à 100% en 2028 et de maintenir la proportion des messages d'alerte publiés quotidiennement à 100% sur la période 2024-2028.

Deux principales actions sont mises en œuvre : (i) Amélioration de la disponibilité des informations climatiques et météorologiques et (ii) développement des systèmes d'alerte précoce.

- **Action 3.3.1.1 : Amélioration de la disponibilité des informations climatiques et météorologiques**

Il s'agit d'élaborer des bulletins agro météorologiques et climatiques et des messages d'alerte des phénomènes météorologiques extrêmes, d'organiser des ateliers sectoriels sur les prévisions saisonnières, de mettre à jour les métadonnées des stations du réseau météorologique nationale, d'équiper les postes de travail du CNVAM, de doter les communes de stations météorologiques, d'acquérir des équipements pour le renforcement du réseau Météo avec des stations automatiques de l'ANAM, d'assurer

la fonctionnalité des stations du réseau météorologique et de mettre à niveau les capteurs pluviométriques du réseau météorologique nationale.

- **Action 3.3.1.2 : Développement des systèmes d'alerte précoce**

Pour la mise en œuvre de cette action, il s'agit de renforcer les capacités matérielles des acteurs, de mettre en place des SAP relais communautaires, de concevoir des systèmes d'alerte précoce pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations, de renforcer la surveillance des maladies climato-sensibles et de renforcer les capacités techniques des acteurs.

**1.3.3.2. EA.3.3.2 : La visibilité des interventions est améliorée**

Il s'agit de porter le taux annuel de mise en œuvre du plan de communication à au moins 80% sur la période 2024-2028.

Pour l'atteinte de cet effet, les actions suivantes sont mises en œuvre : (i) Renforcement des outils et instruments de communication et d'information et (ii) Renforcement du dispositif de communication.

- **Action 3.3.2.1 : Renforcement des outils et instruments de communication et d'information**

Il s'agira d'élaborer une stratégie de communication Plan d'action, de réaliser et diffuser des films institutionnels (publi-reportages) sur les activités du Plan d'action et de doter les structures de mise en œuvre du Plan d'action en équipements de communication.

- **Action 3.3.2.2 : Renforcement du dispositif de communication**

Il s'agira de mettre en place et former un pool de journalistes, influenceurs, sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre les changements climatiques et d'organiser des déjeuners de travail avec les organes de presse.

**III. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI EVALUATION**

Cette partie traite respectivement (i) du dispositif de mise en œuvre, (ii) du dispositif de suivi-évaluation et (iii) du mécanisme de financement.

**3.1. Dispositif de mise en œuvre**

Le dispositif de mise en œuvre du Plan d'Actions comprend (i) les instruments de mise en œuvre ; (ii) les acteurs et leurs rôles et (iii) le cadre organisationnel.

**3.1.1. Instruments de mise en œuvre**

Les instruments d'opérationnalisation du Plan d'Actions comprennent le plan de travail et de budget annuel (PTBA), et les projets et programmes de développement.

Au niveau local, la mise en œuvre du Plan d'Actions se fera à travers les plans annuels d'investissement communaux et les plans annuels d'investissement régionaux.

### 3.1.2. Acteurs de mise en œuvre

#### 3.1.2.1. Acteurs et rôles

La mise en œuvre du Plan d'Actions est assurée par des acteurs suivants :

- **l'Etat** : il s'entend par l'administration centrale et déconcentrée. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions, l'Etat et ses démembrements donnent des orientations, assurent la mise en œuvre et le suivi-évaluation des interventions. A ce titre, ils assurent (i) la coordination des interventions, (ii) la mobilisation des ressources financières, (iii) l'appui technique, matériel, infrastructurel et humain aux acteurs, (iv) le renforcement du cadre juridique, organisationnel et politique, (v) l'information, l'éducation et la communication et (vi) la recherche-action en matière de résilience aux changements climatiques ;
- **les Collectivités territoriales** : Elles participent à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du plan par l'exécution et le suivi-évaluation des activités programmées dans les plans régionaux d'adaptation aux changements climatiques conformément aux compétences transférées par l'Etat. Ainsi, elles contribuent à l'amélioration de la résilience des populations et des systèmes naturels au niveau local à travers principalement la coordination des interventions au niveau local, la mobilisation des ressources, la réalisation d'investissements et la promotion des pratiques, techniques et technologies adaptées de résilience aux changements climatiques ;
- **le secteur privé** : il contribue à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du Plan d'Actions. Ainsi, Il participe principalement au développement de techniques et technologies adaptées de résilience climatique, à la mobilisation des ressources financières, au suivi-évaluation des interventions et assure la réalisation des travaux et de prestations de services ;
- **les Organisations non gouvernementales**, associations de développement et fondations (ONG/ADF) : elles participent à la mobilisation des ressources financières, à l'animation des cadres de concertation et à la promotion des bonnes pratiques, techniques et technologies adaptées de résilience climatique. Aussi, elles assurent la veille citoyenne, la mobilisation sociale, l'information, la sensibilisation et la formation des populations en matière de résilience climatique. Elles participent à différents niveaux (national et local) à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets et programmes de résilience climatique. Elles participent également à l'animation des cadres de dialogue et à la mobilisation des ressources financières ;

- **les Organisations professionnelles** : elles contribuent à l'organisation, à la formation et à l'information des acteurs. Elles participent aussi à la promotion et à l'adoption des pratiques, techniques et technologies adaptées de résilience climatique. Aussi, elles réalisent des investissements en faveur de la résilience climatique;
- **les Partenaires techniques et financiers** : Ils contribuent principalement à la mobilisation des ressources financières, à la mise à disposition d'assistance technique et au suivi-évaluation des interventions en matière de résilience climatique.

### 3.1.3. Cadre organisationnel

La coordination de la mise en œuvre du Plan d'Actions est assurée par différents organes. Les sessions de ces organes tiennent lieu d'instances d'orientation et de suivi évaluation.

Au niveau Central, ce sont :

- **Le comité technique national de pilotage** :

Il est l'organe de coordination et d'orientation de la mise en œuvre du Plan d'Actions au niveau national. Il est chargé d'examiner et de valider les rapports de programmation et de suivi de la mise en œuvre des interventions des acteurs. Un texte juridique précisera sa composition et son fonctionnement.

- **Le comité national de rapportage**

Il est le bras technique de la coordination nationale. Il est chargé entre autres de : (i) valider les rapports techniques sectoriels annuels en matière de résilience climatique, de produire les rapports de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Actions à soumettre à la coordination nationale et de formuler des recommandations à la coordination nationale pour une mise en œuvre efficace du Plan d'Action. Il est composé des représentants des comités sectoriels Agriculture, Foresterie et Autres Utilisations des Terres (AFAT), Energie, Déchets et Procédés Industriels et Utilisation des Produits (PIUP), du ministère en charge de l'environnement, des finances, de la recherche, de l'agriculture, du genre, des mines et de la transition digitale. Il se réunit chaque fois que de besoin dans l'année.

- **Les comités techniques sectoriels**

Ils sont au nombre de quatre : le comité technique sectoriel Energie, le comité technique sectoriel PIUP, le comité technique sectoriel AFAT et le comité technique sectoriel Déchets. Ils ont pour rôles entre autres la production des données du secteur et

l'élaboration des rapports techniques sectoriels de mise en œuvre du Plan d'Actions. Ils sont principalement constitués des représentants des ministères en charge de ces domaines. Ils se réunissent chaque fois que de besoin dans l'année.

Au niveau déconcentré ce sont :

- **Le Cadre Régional de Dialogue :**

A l'échelle régional, le Cadre Régional de Dialogue (CRD) jouera le rôle de Comité de pilotage. Présidé par le Gouverneur de région et sous la vice-présidence du Président du Conseil régional et le cas échéant, le Président de la délégation spéciale régionale, le CRD servira de Comité régional de pilotage du Plan régional de développement (PRD) révisé intégrant l'adaptation et/ou du Plan régional d'adaptation.

En rappel, le suivi et l'évaluation du Plan National de Développement est assuré à l'échelle régionale par le CRD à travers le Plan d'action régional et les Plans locaux de développement (PLD).

Comme le précise le Décret n° 2022-0437/PRES-TRANS/PM/MEFP portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif de suivi et évaluation de la politique nationale de développement, le CRD a pour attributions :

- de coordonner le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de développement dans la région concernée à travers le Plan d'action régional et les Plans locaux de développement (PLD) ;
- d'apprécier la mise en œuvre du Plan d'action régional et des Plans locaux de développement à l'aide des outils de suivi et d'évaluation élaborés à cet effet ;
- de donner des directives aux acteurs régionaux pour la conduite des actions qui leur incombent et la détermination des produits nécessaires à l'appréciation des impacts ;
- d'assurer le dialogue sur le plan d'action régional et les Plans locaux de développement.

Le CRD qui est par définition le Cadre de Concertation Régional (CCR) élargi aux communes est composé des représentants des structures déconcentrés, des collectivités territoriales, du secteur privé, de la société civile, des programmes, projets, organisations non gouvernementales et associations de développement, ainsi que de toutes personne physique ou morale désignée par le Président du CRD au regard de son expertise, en tant qu'observateur.

Le CRD s'organise en commissions thématiques. Il est animé par un Secrétariat technique assuré par la Direction régionale de l'économie et de la planification (DREP), en collaboration avec les autres structures déconcentrées de l'administration publique.



Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions, la jonction entre le dispositif de suivi et évaluation du niveau central animé par le SP/CNDD et celui du niveau régional devra être assurée conjointement par les Directions régionales en charge de l'Economie (DREP) et de l'Environnement en vue de faciliter le partage des conclusions et/ou recommandations issues des travaux tant au niveau central qu'au niveau régional.

La composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du CRD sont précisés par arrêté du Gouverneur de Région.

### **3.2. DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION**

Cette partie traite des instances de suivi-évaluation, des outils de suivi-évaluation et du mécanisme de suivi-évaluation.

#### **3.2.1. Instance de suivi évaluation**

Le dispositif de suivi-évaluation s'appuie sur les organes de pilotage ci-dessus présentés. En effet, les sessions de ces organes tiennent lieu d'instances de contrôle, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Actions.

#### **3.2.2. Mécanisme de suivi-évaluation**

Le mécanisme de suivi-évaluation du plan d'actions s'appuie sur le dispositif national MRV adopté en 2024. Il comporte deux (02) niveaux : (i) le niveau sectoriel sous la coordination des comités sectoriels ; (ii) le niveau national sous le leadership du comité national de rapportage. Le dispositif de collecte de données s'appuie sur des points focaux nommés dans les différentes structures de mise en œuvre du Plan d'Actions.

**Au niveau régional**, chaque direction régionale des différents ministères intervenant dans la mise en œuvre du Plan d'Actions collecte les données sur la mise en œuvre des actions auprès des acteurs non étatiques (ANE) et des collectivités territoriales. Les données collectées sont compilées et soumises pour examen et validation lors des sessions du CRD. Les données validées par les organes régionaux sont transmises aux différents programmes budgétaires.

**Au niveau ministériel**, les données collectées et validées au niveau régional sont transmises aux responsables de programme. Ces données sont complétées par celles issues des comités de pilotage des projets et programmes et d'autres structures partenaires contribuant à l'atteinte des objectifs du programme budgétaire en vue de l'élaboration de ses rapports consolidés. Ces rapports sont examinés et validés lors des sessions des Cadres de dialogue de gestion (CDG). Les données validées par les CDG sont transmises à chaque DGESS pour consolidation en préparation à l'élaboration des rapports périodiques de suivi qui seront examinées et validées lors des sessions des CASEM.

**Au niveau sectoriel**, chaque point focal, sur la base du canevas de collecte de données disponible sur la plateforme MRV collecte les informations demandées en s'appuyant sur les rapports validés par les instances des organes de pilotages ministériels et sectoriels. Le canevas renseigné est déposé sur la plateforme MRV. Le coordonnateur national assure la compilation des informations sectoriels renseignées par les différents points focaux ainsi que leur transmission au comité sectoriel. Ce dernier examine, valide et produit des rapports sectoriels de mise en œuvre du Plan d'Actions. Les informations et rapport sectoriel validés sont transmis à la coordination nationale.

**Au niveau national**, la coordination nationale transmet au comité national de rapportage l'ensemble des informations et rapports sectoriels validés qui élabore les rapports périodiques de mise en œuvre du Plan d'Actions. Ces rapports sont transmis à la coordination nationale pour examen et validation. Les rapports périodiques validés après leur analyse qualité sont transmis au secrétariat de la convention.

### **3.2.3. Outils de suivi évaluation**

Le suivi et l'évaluation du Plan d'Actions se fera entre autres à travers : (i) le canevas de rapportage des activités, (ii) le cadre logique, (iii) la matrice de suivi des indicateurs et (v) le cadre de mesure de performance. Ainsi ces différents outils se spécifient par structure de mise en œuvre du Plan d'Actions et déposés sur la plateforme MRV, principal outil de valorisation des données sur la mise en œuvre des actions climatiques.

L'ensemble des outils de suivi-évaluation élaborés pourra se baser sur les systèmes de suivi-évaluation existants au niveau national.

Le référentiel national de pondération des activités et des tâches, utilisé dans le cadre du suivi de la politique nationale du développement, pourra servir de document de référence pour le renseignement des taux d'exécution des activités programmées.

## **3.3. FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION**

### **3.3.1. Coût du Plan d'Actions**

Le coût total du Plan d'Actions 2024-2026 est de **1 755, 989 milliards FCFA**. Le financement acquis est de **1 281, 745 milliards FCFA**, soit **73 %** du coût total du Plan d'Actions.

Le financement à rechercher s'élève à **474, 243 milliards FCFA**, soit **27%** du coût total du Plan d'Actions

Le tableau ci-après fait ressortir la synthèse des financements par axe sur la période 2024-2026.

**Tableau 1:** Répartition du coût du Plan d’Actions par axe en milliers de FCFA :  
Répartition du coût du plan d’actions par axe en milliers de FCFA

Axes	Coûts				Financement acquis	Financement à rechercher
	2024	2025	2026	Total	2024-2026	2024-2026
Axe 1	677 787 608	619 387 944	438 025 771	1 735 201 323	1 277 896 372	457 304 951
Axe 2	3 458 741	4 543 383	5 641 025	13 643 149	3 662 571	9 980 578
Axe 3	3 218 388	3 556 700	369 900	7 144 988	186 900	6 958 088
Total	684 464 737	627 488 027	444 036 696	1 755 989 460	1 281 745 843	474 243 617

Source : SP/CNDD

### 3.3.2. Stratégie de financement

Le financement du Plan d’Actions 2024-2026 constitue un véritable enjeu pour le Burkina Faso. La mobilisation des ressources se fera par financement directs et indirects. Le financement direct de la mise en œuvre du Plan d’Actions se fera grâce au concours des groupes d’acteurs suivants : l’Etat, les collectivités territoriales, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. La contribution de chaque groupe d’acteurs se fera sous la forme qui lui est appropriée et dans le respect de la réglementation en vigueur. Pour le financement indirect, elle se fera sur la base d’une valorisation des efforts de réductions de carbone sur le marché carbone.

#### 3.3.2.1. Financements directs

Ces sources concernent : l’État, les collectivités territoriales, les ONG, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

##### - L’Etat

Il contribuera au financement du Plan d’Actions à travers les allocations budgétaires. Il interviendra dans le financement direct des investissements en matière de résilience climatique, la prise en charge des contre parties nationales prévues dans les projets/programmes de mise en œuvre du Plan d’Actions et des dépenses régulières des ministères et institutions étatiques impliqués dans la mise en œuvre du Plan d’Actions. La mobilisation des ressources financières se fera également à travers les fonds spécifiques intervenant dans le domaine des changements climatiques.

##### - Les collectivités territoriales

Les interventions des collectivités territoriales se feront à travers le financement de la mise en œuvre des plans régionaux d’adaptation aux changements climatiques. La coopération décentralisée pourra jouer un rôle important dans le financement de ces plans locaux d’adaptation aux changements climatiques.

### - Le secteur privé et les ONG

La contribution de ces partenaires sera indispensable pour la mise en œuvre du Plan d'Actions. Leurs interventions se feront sous forme d'appuis budgétaires, de paniers communs et de financements des projets et programmes en matière d'adaptation aux changements climatiques.

### - Les Partenaires Techniques et Financiers

Ils jouent un rôle important dans la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du Plan d'Actions. Ainsi selon la sensibilité de chaque partenaire, un plaidoyer sera fait pour la mobilisation des ressources financières auprès des partenaires techniques et financiers traditionnels du Gouvernement pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'Actions. En plus de ces partenaires traditionnels, le pays s'évertuera aussi à mobiliser des financements climatiques auprès des institutions multilatérales telles que le Fonds Vert pour le Climat (FVC) et les Fonds d'Investissement Climatique (FIC). Dans cette optique il s'agira de renforcer les capacités opérationnelles de l'autorité nationale désignée.

#### 3.3.2.2. Financement indirect

Certains projets et programmes ne portent pas directement sur l'adaptation mais concourent indirectement à la mise en œuvre du plan d'actions. Il s'agit notamment des projets et programmes d'atténuation qui ont des Co bénéfices adaptation. En outre, pour la mise en œuvre du Plan d'Actions, les sources de financement indirects portant sur la valorisation des efforts de réduction des émissions seront utilisées. Il s'agira notamment du fonds carbone, de l'initiative pour les paysages forestiers durables, de la coalition LEAF.

La contribution des différents acteurs au financement de la mise en œuvre du Plan d'Actions est synthétisée dans le tableau ci-après.

**Tableau 2:** Contributions par type d'acteurs (en millions de FCFA)

Acteurs	Montant (en millions de FCFA)	Proportion (en %)
État	775 580 796	44,17
Collectivités Territoriales	97 976 122	5,58
PTF	840 086 870	47,84
ONG/OSC	389 922	0,02
Privé	41 955 750	2,39
<b>Total</b>	<b>1 755 989 460</b>	<b>100,00</b>

Source : SP/CNDD

#### **IV. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES**

La mise en œuvre du Plan d'Actions du PNA pour la période 2024-2026 pourrait être confrontée à un certain nombre de risques. Sur la base de sa portée et de son caractère transversal, les risques majeurs suivants ont été identifiés :

##### **- Instabilité sociopolitique et institutionnelle**

L'instabilité sociopolitique et institutionnelle caractérisée par la récurrence des mouvements sociaux, les fusions et les scissions des départements ministériels et des structures rattachées pourraient entraver la mise en œuvre du Plan d'Actions. Cette situation qui engendre fréquemment des réformes organisationnelles et la mobilité du personnel n'est pas de nature à garantir la stabilité, le suivi normal et la bonne mise en œuvre du Plan d'Actions. Il convient donc de promouvoir la bonne gouvernance, d'opérationnaliser les organes de pilotage et de suivi afin de garantir la pleine participation des parties prenantes et la continuité de l'administration.

##### **- Aggravation de l'insécurité**

Le Burkina Faso est exposé depuis 2015 à des attaques terroristes répétitives qui ont pour cible les symboles de l'Etat, les personnes et les biens. La récurrence des actes terroristes impact négativement les interventions en matière d'adaptation aux changements climatiques. L'aggravation de la crise pourrait compromettre davantage la mise en œuvre du Plan d'Actions. Il est donc judicieux de mettre en place un dispositif de sécurisation du personnel et des interventions d'adaptation aux changements climatiques.

##### **- Sous-financement**

Le financement du Plan d'Actions dépend en grande partie des ressources extérieures. Des risques liés à la conjoncture internationale, notamment des crises économiques et financières pourraient affecter les capacités de financement des actions d'adaptation. Pour atténuer ce risque, il convient de diversifier les sources de financement du Plan d'Actions, d'impliquer tous les acteurs dans la mobilisation des ressources et d'exploiter les mécanismes et instruments de financement dans le domaine climatique.

##### **- Faible adhésion des acteurs**

La réussite de la mise en œuvre du Plan d'Actions requiert l'engagement de l'ensemble des parties prenantes. De ce fait, une faible adhésion des acteurs pourra compromettre sa mise en œuvre réussie.

Il s'avère donc nécessaire d'assurer son appropriation par l'ensemble des acteurs à travers la mise en œuvre des actions de communication, de renforcer le dialogue avec les Partenaires techniques et financiers (PTF) pour une diversification des sources de

financement mais aussi de faire un plaidoyer auprès de l'Etat pour une dotation budgétaire spécifique aux interventions d'adaptation.

**Tableau 3:** Analyse des risques

N°	Enoncé du risque	Occurrence	Incidence	Criticité
		1. Faible 2. Moyenne 3. Elevée	1. Faible 2. Moyenne 3. Elevée	1-2. Faible 3-4. Moyenne 6-9. Elevée
1	Aggravation de l'insécurité	3	3	9
2	Sous-financement	2	3	6
3	Instabilité sociopolitique et institutionnelle	2	2	4
4	Faible adhésion des acteurs	2	2	4

Source : SP/CNDD

## ANNEXES

### Annexe 1: Cadre de mesure de performance

#### PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**Objectif Global : Renforcer la résilience des populations et des écosystèmes face aux changements climatiques pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des communautés.**

**Impact escompté 1 : - La capacité d'adaptation des communautés, des secteurs et domaines prioritaires est améliorée s'est améliorée**

Code	Indicateurs d'impact	Source de vérification	Responsables	Partenaires	Valeurs de référence	Années de référence	Cibles		Cibles atteintes
							2026	2028	(1=Oui, 0=Non)
Ind.1.1	Indice mondial d'adaptation aux changements climatiques.	Site de l'Université Notre Dame	MEEA	MARAH	37,2	2021	38,35	38,85	

**Impact escompté 2 : La pauvreté en milieu rurale est réduite**

Ind.2.1	Incidence de la pauvreté en milieu rural (%).	Rapport EHCVM	MEFP	MARAH, MEFP, MEEA	52,7	2021	<50	<49	
---------	---	---------------	------	-------------------	------	------	-----	-----	--

**Impacte 3 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est améliorée**

Ind. 3.1	Taux de couvertures des besoins céréaliers (%).	Rapports de performance MARAH	MARAH	MEFP, MEEA	101	2022	120	140	
----------	---	-------------------------------	-------	------------	-----	------	-----	-----	--

#### Axe 1 : ADAPTATION DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**Objectif Stratégique 1.1 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques**

**Effet Attendu 1.1.1 : La résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée**

Ind.1.1.1.1	Taux d'atteinte des rendements potentiels des cultures céréalières (%).	Rapports de performance MARAH	MARAH	MEFP, MEEA	40,4	2022	50	60	
-------------	---	-------------------------------	-------	------------	------	------	----	----	--

**Effet Attendu 1.1.2 : La vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite**

Ind.1.1.2.1	Taux d'accroissance des effectifs (%).	Rapports d'enquête MARAH	MARAH	MEFP, MEEA, Privé	Bovins : 2 Petits ruminants : 3 Volaille : 3	2020	Bovins : 2,5 Petits ruminants : 3,5 Volaille : 3,5	Bovins : 2,5 Petits ruminants : 3,5 Volaille : 3,5	
Ind.1.1.2.2	Taux d'accroissement annuel de la production nationale de poisson	Rapports de performance MARAH	MARAH	MEFP, MEEA, Secteur privé	4,88%	2020	5,5%	5,5%	

**Objectif Stratégique 1.2 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC**

**Effet Attendu 1.2.1 : La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée**

Ind.1.2.1.1	Capacité de stockage en eau de surface (milliards de m³).	Rapports de performance MEEA	MEEA	CT	6,153	2023	6,3	6,4	
-------------	---	------------------------------	------	----	-------	------	-----	-----	--

**Effet Attendu 1.2.2 : Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées**

Ind.1.2.2.1	Taux de couverture forestière (%).	Rapports d'étude FAO	MEEA	CT, FAO	22,72	2020	26,27	26,47	
Ind.1.2.2.2	Indice kilométrique d'abondance des espèces indicatrices dans les aires de protection faunique (%).	Rapport d'inventaire	MEEA	CT, Privé	2,2	2015	2,5	2,5	

**Objectif Stratégique 1.3 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux changements climatiques**



**Effet Attendu 1.3.1 : Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées**

Ind.1.3.1.1	Part des énergie renouvelables dans la production totale d'énergie (%).	Rapports de performance MEMC	MEMC	MDICAPME, Privé	31,39	2023	35	45	
Ind.1.3.1.2	Quantité d'énergie économisée au niveau de la consommation (GWh).	Rapports de performance MEMC	MEMC	MDICAPME, Privé	56,94	2023	57	65	
Ind.1.3.1.3	Pourcentage d'infrastructures d'hydrocarbures programmées et contrôlées annuellement (%).	Rapports de performance MEMC	MEMC	MDICAPME, Privé	100	2023	100	100	

**Effet Attendu 1.3.2 : La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée**

Ind.1.3.2.1	Proportion de constructions publiques s'inspirant d'une identité culturelle burkinabè et optimisant la performance énergétique (%).	Rapports de performance MUAFH	MUAFH	Privé, MEEA	ND	2023	30	40	
Ind.1.3.2.2	Proportion des routes en bon état (%).	Rapport de performance MI	MI	MEEA, MEFP	28,27	2023	60	65	
Ind.1.3.2.3	Proportion de pistes rurales aménagées (%).	Rapport de performance MI	MI	MEEA, MEFP	37,1	2023	38,13	41,38	

**Effet Attendu 1.3.3 : Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées**

Ind.1.3.3.1	Nombre de personnel qualifié par niveau de soin pour la prise en charge des maladies liées au changements climatiques.	Rapport de performance MSHP	MSHP	MEEA	25	2023	500	1000	
-------------	--	-----------------------------	------	------	----	------	-----	------	--

Ind.1.3.3.1	Proportion des populations ayant adopté un mode de vie sain et des comportements favorables à la santé et aux changements climatiques (%).	Rapport de performance MSHP	MSHP	MEEA	24	2023	65	80	
-------------	--	-----------------------------	------	------	----	------	----	----	--

## Axe 2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### Objectif Stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques

#### Effet Attendu 2.1.1 : La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux changements climatiques est renforcée

Ind.2.1.1.1	Nombre cumulé de technologies/méthodes/ innovations mis au point dans le domaine des sciences environnementales et agricoles (base 2021).	Rapports CSD RI	MERSI	MEEA, MARAH, Privé	12	2021	42	62	
-------------	---	-----------------	-------	--------------------	----	------	----	----	--

#### Effet Attendu 2.1.2 : La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat et de l'énergie en matière d'adaptation aux CC est développée

Ind.2.1.2.1	Nombre cumulé de technologies/méthodes et innovations dans mises au point dans le domaine des sciences de la santé (Base 2021).	Rapports CSD RI	MERSI	MSHP	4	2021	10	14	
Ind.2.1.2.2	Nombre cumulé de technologies/procédés/ méthodes et innovations mis au point dans le	Rapports CSD RI	MERSI	MEMC, MUAFH	14	2021	36	54	

domaine des sciences appliquées  
(Base 2021).

**Objectif Stratégique 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation aux changements climatiques**

**Effet Attendu 2.2.1 : La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation est renforcée**

Ind.2.2.1.1	Nombre cumulé de technologies, innovations et inventions mises en incubation (base 2021).	Rapports CSD RI	MERSI	MARAH, MEEA, MSHP, MEMC, MUAFH	15	2021	45	65	
Ind.2.2.1.2	Nombre cumulé de nouveaux résultats de recherche et d'innovation vulgarisés (base 2021).	Rapports CSD RI	MERSI	MARAH, MEEA, MSHP, MEMC, MUAFH	25	2021	55	75	

**Effet Attendu 2.2.2 : La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée**

Ind.2.2.2.1	Taux d'actualisation de la base de données sur les résultats de la recherche (%).	Rapports CSD RI	MERSI	MARAH, MEEA, MSHP, MEMC, MUAFH	100	2023	100	100	
-------------	---	-----------------	-------	--------------------------------	-----	------	-----	-----	--

**Axe 3 : GOUVERNANCE DES INTERVENTIONS EN MATIERE DE RESILIENCE CLIMATIQUE**

**Objectif Stratégique 3.1 : Améliorer le cadre juridique, politique et organisationnel en matière de résilience climatique**

**Effet Attendu 3.1.1 : Le cadre politique et juridique en matière de résilience climatique est renforcé**

Ind.3.1.1.1	Proportion de PLD ayant intégré l'E/DD/CC (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	MEFP, MATD	43,08	2023	80	100	
-------------	--	------------------------------	------	------------	-------	------	----	-----	--

Ind.3.1.2	Proportion des textes juridiques élaborés / révisés en (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	MARAH, MUAFH	0	2023	60	100	
<b>Effet Attendu 3.1.2 : Le cadre organisationnel en matière d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est renforcé</b>									
Ind.3.1.2.1	Proportion des organes de pilotage et de coordination fonctionnels (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	MARAH, MEFP, MEMC, MDICPME	75	2023	100	100	
Ind.5.21.2	Proportion des organes de concertation fonctionnels régulières (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	MARAH, MEFP, MEMC, MDICPME	66,67	2023	83,33	100	
<b>Objectif Stratégique 3.2 : Assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du PNA</b>									
<b>Effet Attendu 3.2.1 : La mobilisation des ressources financières est accrue</b>									
Ind.3.2.1.1	Taux de mobilisation des ressources financières (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	50	100	
<b>Effet Attendu 3.2.2 : La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée</b>									
Ind.3.2.2.1	Proportion des documents de programmation élaborés (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	100	100	
Ind.3.2.2.2	Proportion des documents de suivi-évaluation élaborés (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	100	100	
<b>Objectif Stratégique 3.3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information climatique et la visibilité des interventions</b>									
<b>Effet Attendu 3.3.1 : La disponibilité et l'accès de l'information climatique fiable est améliorée</b>									

Ind.3.3.1.1	Taux de couverture des infrastructures météorologiques modernisées (%).	Rapports de performance MTSRMU	MTSRMU	MEEA	70	2022	85	100	
Ind.3.3.1.2	Proportion des bulletins météorologiques et climatiques diffusés quotidiennement (%).	Rapports de performance MTSRMU	MTSRMU	MEEA	50	2023	100	100	
Ind.3.3.1.3	Proportion des messages d'alerte publiés quotidiennement (%).	Rapports de performance MTSRMU	MTSRMU	MEEA	100	2023	100	100	
<b>Effet Attendu 3.3.2 : La visibilité des interventions est améliorée</b>									
Ind.3.3.2.1	Taux annuel de mise en œuvre du plan de communication (%).	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	80	100	

## Annexe 2: Cadre programmatique

Code	Activités	Produits/résultats attendus	Indicateurs	Sources de vérification	Structure responsable	Structures partenaires	Programmation physique			Programmation financière (Milliers)			Coût total (Milliers)	Financement (Milliers)									
							2 024	2 025	2 026	2 024	2 025	2 026		État	Partenaires	A rechercher							
Objectif Global :	Renforcer la résilience des populations et des écosystèmes face aux changements climatiques pour une croissance inclusive et durable du Burkina Faso						684	627	444	1 755	599	682 033	474 243	464	488	036	989 460	711	870	617			
AXE 1 : ADAPTATIONS DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES							737	027	696	677	619	438	1 735	596	680 906	457 304	787	387	025	201 323	989	870	951
Objectif Spécifiques 1.1 : OS 1.1. Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux CC							608	944	771	329	295	221	846 394	84 302	432 218	329 872	302	446	645	151	918	878	354
Effet Attendu 1.1.1 : la résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée							158	463	530	259	243	189	692 268	75 621	300 619	316 027	922	043	302	276	376	545	354
Action 1.1.1.1 :	Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau						046	600	750	174	149	131	455 575	33 431	232 177	189 966	256	406	912	396	581	215	600
Activité 1.1.1.1.1	Réaliser/réhabiliter des périmètres aménagés	16247 ha de Périmètres aménagés	Superficie nouvelle de périmètres aménagés	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , Secteur	6 162	5 085	5 000	73 944 000	61 020 000	60 000 000	194 964 000	14 778 651	102 326 349	77 859 000							

		réalisées/réhabilitées	réalisées/réhabilitées			privé, PTF										
Activité 1.1.1.1.2	Réaliser/Réhabiliter de bas-fonds	36847 ha de bas-fonds réalisées/réhabilitées	Superficie nouvelle de bas-fonds réalisées/réhabilitées	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA / Secteur privé, PTF	13 559	13 288	10 000	67 795 000	66 440 000	50 000 000	184 235 000	13 129 974	90 911 026	80 194 000
Activité 1.1.1.1.3	Réaliser des forages agricoles	377 forages réalisés	Nombre de forages réalisés	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA / Secteur privé, PTF	177	100	100	2 655 000	1 500 000	1 500 000	5 655 000	848 250	2 827 500	1 979 250
Activité 1.1.1.1.5	Réaliser des boulis agricoles	307 boulis réalisés	Nombre de boulis réalisés	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA / Secteur privé, PTF	107	100	100	3 745 000	3 500 000	3 500 000	10 745 000	-	3 745 000	7 000 000
Activité 1.1.1.1.6	Réaliser des modèles d'exploitation agricole résiliente et performante	754 modèles d'exploitation agricole résiliente et performante mis en place	Nombre de boulis réalisés	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA / Secteur privé, PTF	254	250	250	6 350 000	6 250 000	6 250 000	18 850 000	2 180 105	15 094 895	1 575 000
Activité 1.1.1.1.7	Mettre à la disposition des producteurs des équipements d'irrigation (motopompe,	60748 équipements d'irrigation mis à la disposition des producteurs	Nombre d'équipements d'irrigation mis à la disposition	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA / Secteur privé, PTF	29 198	15 800	15 750	19 767 046	10 696 600	10 662 750	41 126 396	2 494 601	17 272 445	21 359 350

	kits d'irrigation, tube PVC, etc.)		des producteurs														
<b>Action 1.1.1.2 :</b>	<b>Amélioration des rendements des productions agricoles</b>										<b>66 970 400</b>	<b>74 366 400</b>	<b>38 160 000</b>	<b>179 496 800</b>	<b>17 111 219</b>	<b>63 765 731</b>	<b>98 619 850</b>
Activité 1.1.1.2.1	Mettre à la disposition des producteurs des semences améliorées de qualités	39800 kg de semences améliorées mis à la disposition des producteurs	Quantités de semences améliorées mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	14 800	15 000	10 000	19 240 000	19 500 000	13 000 000	51 740 000	3 097 674	13 988 226	34 654 100	
Activité 1.1.1.2.2	Mettre à la disposition des producteurs des engrais de qualités	166896 tonnes d'engrais de qualité mis à la disposition des producteurs	Quantités de semences améliorées mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	63 040	73 856	30 000	40 976 000	48 006 400	19 500 000	108 482 400	10 130 545	45 746 705	52 605 150	
Activité 1.1.1.2.3	Mettre à la disposition des producteurs des kits de compostage	1200 kits de compostage mis à la disposition des producteurs	Nombre de kits de compostage mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	400	400	400	120 000	120 000	120 000	360 000			360 000	
Activité 1.1.1.2.4	Mettre à la disposition des producteurs des	11802 tonnes de fumure organique distribuée à	Quantité de fumure organique distribuée à	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	3 802	4 000	4 000	1 520 800	1 600 000	1 600 000	4 720 800			4 720 800	



	Fumure organiques	prix subventionné aux producteurs	prix subventionné aux producteurs														
Activité 1.1.1.2.5	Mettre en place des serres	60 serres mis en place	Nombre de serres mis en place	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	20	20	20	40 000	40 000	40 000	120 000	-	40 800	79 200	
Activité 1.1.1.2.6	Mettre à la disposition des producteurs du matériels/équipements agricoles motorisés	1900 matériels/équipements agricoles motorisés disponibles (Tracteur, motoculteurs, etc.)	Nombre de matériels/équipements agricoles motorisés disponibles (Tracteur, motoculteurs, etc.)	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	700	700	500	4 200 000	4 200 000	3 000 000	11 400 000	2 850 000	3 990 000	4 560 000	
Activité 1.1.1.2.7	Former les producteurs sur les bonnes pratiques agricoles	13368 personnes formées sur les bonnes pratiques	Nombre de producteurs formés sur les bonnes pratiques agricole	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé	4 368	4 500	4 500	873 600	900 000	900 000	2 673 600	1 033 000		1 640 600	
<b>Action 1.1.1.3 :</b>	<b>Promouvoir les techniques de CES/DRS</b>									<b>4 018 280</b>	<b>4 355 000</b>	<b>4 355 000</b>	<b>12 728 280</b>	<b>1 230 776</b>	<b>4 536 600</b>	<b>6 960 904</b>	
Activité 1.1.1.3.1	Former des producteurs sur l'agroécologie et l'agriculture biologique	45 000 producteurs formés sur l'agroécologie/ agriculture biologique	Nombre de producteurs formés sur l'agroécologie/ agriculture biologique	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA , CT, Secteur privé, PTF	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000	45 000	135 000	-	-	135 000	

Activité 1.1.1.3.2	Mettre en place des fermes agroécologiques	26 fermes agroécologiques mise en place		Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	6	10	10	150 000	250 000	250 000	650 000	-	250 000	400 000
Activité 1.1.1.3.3	Mettre à la disposition des producteurs des Kits de CES/DRS	2798 kits de CES/DRS mis à la disposition des producteurs	Nombre de kits de CES/DRS mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	798	1 000	1 000	526 680	660 000	660 000	1 846 680	-	990 000	856 680
Activité 1.1.1.3.4	Aménager des terres sous CES/DRS	50483 ha de terres aménagées sous CES/DRS	Superficies aménagées sous CES/DRS	Rapport bilan MARA H	MARA H	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	16 483	17 000	17 000	3 296 600	3 400 000	3 400 000	10 096 600	1 230 776	3 296 600	5 569 224
<b>Action 1.1.1.4 :</b>	<b>Renforcement des stocks nationaux de sécuritaire alimentaire</b>									<b>13 817 800</b>	<b>13 870 000</b>	<b>13 870 000</b>	<b>41 557 800</b>	<b>21 757 800</b>	<b>-</b>	<b>19 800 000</b>
Activité 1.1.1.4.1	Mettre en place du stock d'intervention alimentaire (SI)	30000 tonnes de stock de d'intervention alimentaire mis en place	Niveau du stock de d'intervention	Rapport bilan MARA H	MARA H	MSAH, RGF, MDIC, APME, MDA, C,CT, secteur privé	10 000	10 000	10 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	9 000 000	-	3 000 000

Activité 1.1.1.4.2	Mettre en place du stock de sécurité nationale (SNS)	72000 tonnes de stock de sécurité nationale mis en place	Niveau du stock de sécurité nationale	Rapport bilan MARA H	MARA H	MSAH RGF, MDIC APME / MDA C,CT, secteur privé	24 000	24 000	24 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	28 800 000	12 000 000	-	16 800 000
Activité 1.1.1.4.3	Ouvrir des boutiques témoins dans les communes vulnérables	842 boutiques témoins ouvertes dans les communes vulnérables	Nombre de boutiques témoins ouvertes dans les communes vulnérables	Rapport bilan MARA H	MARA H	MSAH RGF, MDIC APME / MDA C,CT, secteur privé	242	300	300	217 800	270 000	270 000	757 800	757 800	-	-
<b>Action 1.1.1.5 :</b>	<b>Amélioration de l'accès des acteurs des filières APH aux financements agricoles et instruments de gestion des risques agricoles</b>									<b>860 000</b>	<b>1 045 000</b>	<b>1 005 000</b>	<b>2 910 000</b>	<b>2 090 000</b>	<b>140 000</b>	<b>680 000</b>
Activité 1.1.1.5.1	Subventionner les polices d'assurance agricole	140000 ha sous assurance agricoles subventionnée s	Superficies totales sous assurance agricoles	Rapport bilan MARA H	MARA H	Secteu r privé, PTF, MAFP	40 000	50 000	50 000	300 000	400 000	400 000	1 100 000	900 000	-	200 000
Activité 1.1.1.5.2	Mettre en place de nouveaux produits d'assurance agricole	3 nouveaux produits couverte par des produits d'assurance	Nombre de produits couverte par des produits d'assurance	Rapport bilan MARA H	MARA H	Secteu r privé, PTF, MAFP	1	1	1	70 000	70 000	70 000	210 000	-	-	210 000

Activité 1.1.1.5.3	Sensibiliser des producteurs sur l'assurance agricole	1400 producteurs sensibilisés sur l'assurance agricole	Nombre de producteur formés sur l'assurance agricole	Rapport bilan MARA H	MARA H	Secteur privé, PTF, MAFP	400	500	500	20 000	25 000	25 000	70 000	-	-	70 000
Activité 1.1.1.5.4	Souscrire à des primes d'assurance	3 primes d'assurance souscrit	Nombre de prime d'assurance souscrit	Rapport bilan MARA H	MARA H	Secteur privé, PTF, MAFP	1	1	1	350 000	350 000	350 000	1 050 000	1 050 000	-	-
Activité 1.1.1.5.5	Financer de microprojets agricoles à travers les mécanismes étatiques (Fonds DUMU KA FA, Projet et programme, etc.)	1400 microprojets agricoles financés à travers les mécanismes étatiques (Fonds DUMU KA FA, Projet et programme, etc.)	Taux de couverture des besoins de financement agricole	Rapport bilan MARA H	MARA H	Secteur privé, PTF, MAFP	400	500	500	120 000	150 000	150 000	420 000	140 000	140 000	140 000
Activité 1.1.1.5.6	Mettre en place des plateformes de diffusion des informations climatiques aux producteurs	1 plateforme de diffusion des informations climatiques aux producteurs mis en place	Nombre de plateforme de diffusion des informations climatiques aux producteurs mis en place	Rapport bilan MARA H	MARA H	Secteur privé, PTF, MAFP, MTM USR	-	1	-	-	50 000	10 000	60 000	-	-	60 000
<b>Effet attendu 1.1.2 : la vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite</b>										<b>69 379 632</b>	<b>52 403 463</b>	<b>32</b>	<b>154 125 875</b>	<b>8 681 542</b>	<b>131 599 332</b>	<b>13 845 000</b>

												342 780				
Action 1.1.2.1 :	Gestion durable de la pêche et de l'aquaculture									20 515 000	13 182 371	6 319 800	40 017 171	3 109 950	36 907 221	-
Activité 1.1.2.1.1	Aménager des pêcheries	30 pêcheries aménagées annuellement	Nombre de pêcheries aménagées annuellement	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	10	10	10	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	125 100	2 874 900	-
Activité 1.1.2.1.2	Empoissonner les plans d'eau	75 plans d'eau empoissonnés annuellement	Nombre de plans d'eau empoissonnés annuellement	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	25	25	25	125 000	125 000	125 000	375 000	375 000		-
Activité 1.1.2.1.3	Mettre à la disposition des acteurs des équipements de pêche et d'aquaculture adaptés	150 kits distribués pour l'aquaculture et la pêche	Nombre de kits distribués pour l'aquaculture et la pêche	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	50	50	50	50 000	50 000	50 000	150 000	9 555	140 445	-
Activité 1.1.2.1.4	Produire des alevins dans les stations piscicoles	147 300 855 alevins produits	Nombre d'alevins produit	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	84 980 000	48 316 855	14 004 000	16 996 000	9 663 371	2 800 800	29 460 171	2 386 274	27 073 897	-

Activité 1.1.2.1.5	Mettre à la disposition des producteurs des aliments pour poissons	4 620 tonnes d'aliments pour poisson mise à la disposition des promoteurs	Quantité d'aliments pour poisson mise à la disposition des promoteurs	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	1 540	1 540	1 540	1 309 000	1 309 000	1 309 000	3 927 000	214 022	3 712 979	-
Activité 1.1.2.1.6	Mettre en place des cages flottantes	1 725 cages flottantes mis en place	Nombre de cages flottantes mis en place	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	575	575	575	1 035 000	1 035 000	1 035 000	3 105 000	-	3 105 000	-
<b>Action 1.1.2.2 :</b>	<b>Prévention des maladies prioritaires et les zoonoses</b>									<b>1 561 128</b>	<b>1 636 115</b>	<b>1 658 674</b>	<b>4 855 917</b>	<b>961 957</b>	<b>3 893 960</b>	<b>-</b>
Activité 1.1.2.2.1	Réaliser la campagne de vaccination contre le PPCB	13 029 715 bovins vaccinés contre la PPCB	Effectif de bovins vaccinés contre la PPCB	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	3 959 265	4 489 263	4 581 187	475 112	538 712	549 742	1 563 566	309 742	1 253 823	-
Activité 1.1.2.2.2	Réaliser la campagne de vaccination contre le PPR	16 587 862 petits ruminants vaccinés contre la PPR	Effectif de petits ruminants vaccinés contre la PPR	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	5 543 259	5 529 290	5 515 313	110 865	110 586	110 306	331 757	65 721	266 036	-

Activité 1.1.2.2.3	Réaliser la campagne de vaccination contre le MNC	84 588 392 volailles vaccinés contre la MNC	Effectif de volailles vaccinés contre la MNC	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	27 861 445	28 194 801	28 532 146	975 151	986 818	998 625	2 960 594	586 494	2 374 100	-
<b>Action 1.1.2.3 :</b>	<b>Amélioration de l'alimentation et du potentiel génétique des animaux d'élevage</b>									<b>9 413 536</b>	<b>9 413 536</b>	<b>7 946 866</b>	<b>26 773 939</b>	<b>582 013</b>	<b>24 691 926</b>	<b>1 500 000</b>
Activité 1.1.2.3.1	Mettre à la disposition des producteurs des aliments concentrés	24 800 tonnes d'aliments concentrés mis à la disposition des acteurs	Quantité d'aliments concentrés mis à la disposition des acteurs	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	10 650	10 650	3 500	2 130 000	2 130 000	700 000	4 960 000	418 128	4 541 872	-
Activité 1.1.2.3.2	Mettre à la disposition des acteurs des semences fourragères	900 tonnes de semences fourragères mise à la disposition des acteur	Quantité de semences fourragères mise à la disposition des acteur	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	300	300	300	301 916	301 916	301 916	905 749	124 903	780 846	-
Activité 1.1.2.3.3	Mettre à la disposition des producteurs des kits de production fourragère	430 kits distribués pour la production fourragère	Nombre de kits distribués pour la production fourragère	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	140	140	150	396 620	396 620	424 950	1 218 190	38 982	1 179 208	-

Activité 1.1.2.3.4	Acquérir des aliments pour bétail au profit du stock de sécurité d'aliments pour bétail	30 000 tonnes d'aliments bétails acquis au profit du SSAB	Quantité d'aliments bétails acquis au profit du SSAB	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	10 000	10 000	10 000	500 000	500 000	500 000	1 500 000	-	-	1 500 000
Activité 1.1.2.3.5	Réaliser l'insémination artificielle des vaches	8 000 vaches inséminées	Nombre de vaches inséminées	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	3 000	3 000	2 000	195 000	195 000	130 000	520 000	-	520 000	-
Activité 1.1.2.3.6	Diffuser des noyaux reproducteurs	6 000 noyaux reproducteur mise à la disposition des producteurs	Nombre de noyaux reproducteur mise à la disposition des producteurs	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	2 000	2 000	2 000	1 390 000	1 390 000	1 390 000	4 170 000	-	4 170 000	-
Activité 1.1.2.3.7	Faciliter l'accès des éleveurs de volaille aux ressources nécessaires pour la reconstitution des effectifs suite à l'impact de la grippe aviaire	18 000 poussins mis à la disposition des producteurs	Nombre de poussin mis à la disposition des producteurs	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	6 000	6 000	6 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	13 500 000	-	13 500 000	-



Action 1.1.2.4 :	Sécurisation et gestion durable de la transhumance et des écosystèmes pastorales									37 889 968	28 171 440	16 417 440	82 478 848	4 027 622	66 106 226	12 345 000
Activité 1.1.2.4.1	Baliser les espaces pastoraux	5 567 ha d'espaces pastoraux balisés annuellement	Superficie des espaces pastoraux balisés annuellement	Rapports bilans des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	1 567	2 000	2 000	32 907	42 000	42 000	116 907	14 368	102 539	-
Activité 1.1.2.4.2	Créer de nouvelles zones pastorales	52 000 ha de zones pastorales créées	Superficie des zones pastorales créées	Rapports bilans des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	26 000	26 000		5 200 000	5 200 000		10 400 000	-	-	10 400 000
Activité 1.1.2.4.3	Immatriculer les zones pastorales	23139 ha de zones pastorales immatriculées	Superficie des zones pastorales immatriculées	Rapports bilans des activités du MARA H	MARA H	DGEF OMR	16 459	6 680		16 459 000	6 680 000		23 139 000	-	23 139 000	-
Activité 1.1.2.4.4	Appuyer la sécurisation des fermes péri-urbaines	830 ha de fermes d'élevages péri-urbaines évaluées pour la délivrance de titre foncier	Superficie des fermes d'élevages péri-urbaines évaluées pour la délivrance de titre foncier	Rapports bilans des activités du MARA H	MARA H	DGEF OMR	250	290	290	8 621	10 000	10 000	28 621	-	28 621	-

Activité 1.1.2.4.5	Récupérer les terres dégradées dans les espaces pastoraux	192 000 ha de terres dégradées récupérées	Superficie des terres dégradées récupérées	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	64 000	64 000	64 000	13 949 440	13 949 440	13 949 440	41 848 320	4 013 254	37 835 066	-
Activité 1.1.2.4.6	Appuyer le fonctionnement des systèmes de surveillance sur les crises en élevage	3 systèmes d'alerte fonctionnels	Nombre de systèmes d'alerte fonctionnels	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	DGES S	3	3	3	15 000	15 000	15 000	45 000	-	-	45 000
Activité 1.1.2.4.7	Réaliser des biodigesteurs	1 245 biodigesteurs réalisés	Nombre de biodigesteurs réalisés	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	415	415	415	174 000	174 000	174 000	522 000	-	522 000	-
Activité 1.1.2.4.8	Réaliser des parcs de vaccination dans les espaces pastoraux	328 parcs de vaccination modernes réalisés	Nombre de parcs de vaccination modernes réalisés	Rapport s bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et programmes	104	104	120	1 144 000	1 144 000	1 320 000	3 608 000	-	3 608 000	-
Activité 1.1.2.4.9	Appuyer le fonctionnement des espaces pastoraux	7 organes de gestion des espaces pastoraux fonctionnels	Nombre d'organe de gestion des espaces pastoraux	Rapport s bilan des activités du	MARA H	Projets et programmes	7	7	7	7 000	7 000	7 000	21 000	-	21 000	-

			mis en place et fonctionnel	MARA H													
Activité 1.1.2.4.1 0	Réaliser des pistes à bétail	850 km de piste à bétail aménagés	Longueur de piste à bétail aménagée	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et programmes	300	300	250	300 000	300 000	250 000	850 000	-	850 000	-	
Activité 1.1.2.4.1 1	Appuyer le fonctionnement des comités provinciaux de gestion de la transhumance	15 comités Provinciaux de gestion de la Transhumance fonctionnels	Nombre de Comités Provinciaux de gestion de la Transhumance fonctionnel	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	15	15	15	150 000	150 000	150 000	450 000	-	-	450 000	
Activité 1.1.2.4.1 2	Appuyer le fonctionnement des comités de gestion des infrastructures	250 comités de gestion d'infrastructures fonctionnels	Nombre de comité de gestion d'infrastructures fonctionnel	Rapports bilan des activités du MARA H	MARA H	Projets et Programmes	225	250	250	450 000	500 000	500 000	1 450 000	-	-	1 450 000	
<b>Objectif stratégique OS 1.2. Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC</b>											44 458 570	55 578 070	61 919 875	161 956 515	26 055 558	45 114 000	90 786 957
<b>Effet Attendu 1.2.1 : La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée</b>											15 589 000	20 520 000	22	59 027 000	12 830 500	44 869 000	1 327 500

											918 000					
Action 1.2.1.1 :	Construction et réhabilitation d'ouvrages de retenue d'eau									14 555 000	19 405 000	22 097 000	56 057 000	11 648 000	44 188 000	221 000
Activité 1.2.1.1.1	Réaliser les études de construction de nouveaux barrages	10 études de construction de nouveaux barrages disponibles	Nombre d'études de nouveaux barrages réalisées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Secteur privé, PTF	3	4	3	135 000	180 000	135 000	450 000	360 000	90 000	-
Activité 1.2.1.1.2	Réaliser les études de réhabilitation des barrages dégradés	27 études de réhabilitation de barrages dégradés disponibles	Nombre d'études de barrages à réhabiliter réalisées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Secteur privé, PTF	12	10	5	420 000	350 000	175 000	945 000	567 000	378 000	-
Activité 1.2.1.1.3	Exécuter les travaux de construction de barrages y compris la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	06 nouveaux barrages sont construits	Nombre de nouveaux barrages construits	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT, Secteur privé, MARAH,	2	2	2	2 700 000	2 700 000	2 700 000	8 100 000	4 860 000	3 240 000	-
Activité 1.2.1.1.4	Exécuter les travaux de réhabilitation des barrages y compris la mise en œuvre des	25 barrages dégradés sont réhabilités	Nombre de barrages dégradés réhabilités	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT, Secteur privé, MARAH,	4	9	12	3 800 000	8 550 000	11 400 000	23 750 000	4 750 000	19 000 000	-

	mesures environnementales															
Activité 1.2.1.1.5	Réaliser les travaux d'aménagement du Lac Dem	60% des travaux d'aménagement du Lac Dem exécutés	Taux d'exécution des travaux	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT, Secteur privé, MARA H,		20	40	-	125 000	187 000	312 000	31 000	60 000	221 000
Activité 1.1.2.6.1	Réaliser des infrastructures d'hydrauliques pastorales dans les espaces pastoraux	468 infrastructures d'hydrauliques pastorales réalisées	Nombre d'infrastructure d'hydrauliques pastorales réalisées dans les espaces pastoraux	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Projets et Programmes	156	156	156	7 500 000	7 500 000	7 500 000	22 500 000	1 080 000	21 420 000	-
<b>Action 1.2.1.2.:</b>	<b>Entretien et sécurisation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau</b>									<b>604 000</b>	<b>625 000</b>	<b>651 000</b>	<b>1 880 000</b>	<b>1 002 000</b>	<b>386 000</b>	<b>492 000</b>
Activité 1.2.1.2.1	Mettre en place des Comités d'usagers de l'Eau (CUE) pour l'entretien courant des barrages, y compris leur kit d'entretien	80 Comités d'usagers de l'Eau (CUE) mis en place	Nombre de CUE mis en place	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux, Secteur privé	30	25	25	300 000	250 000	250 000	800 000	720 000	-	80 000
Activité 1.2.1.2.2	Former les membres des CUE sur leurs	300 membres de CUE formés sur	Nombre de membres formés	Rapports bilan des	MEEA	CT et Exploitants	100	100	100	25 000	25 000	25 000	75 000	68 000	-	7 000

	rôles et responsabilités	l'entretien courant des barrages		activités du MEEA		principaux, Secteur privé										
Activité 1.2.1.2.3	Conduire les travaux d'entretien des ouvrages	90 barrages entretenus	Nombre de barrages entretenus	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux, Secteur privé	30	30	30	120 000	120 000	120 000	360 000	126 000	-	234 000
Activité 1.2.1.2.4	Superviser les activités d'entretien des barrages	180 missions de supervision des travaux d'entretien de barrages réalisées	Nombre de missions de supervision de barrages réalisées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux, Secteur privé	30	60	90	11 000	21 000	32 000	64 000	38 000	-	26 000
Activité 1.2.1.2.5	Effectuer des patrouilles de sécurisation des ressources en eau	881 patrouilles de sécurisation des ressources en eau effectuées	Nombre de patrouilles de sécurisation effectuées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Ministère en charge de la Justice	227	327	327	116 000	160 000	160 000	436 000	50 000	386 000	-
Activité 1.2.1.2.6	Assurer l'inspection technique des barrages	285 inspections techniques des barrages réalisées	Nombre de barrages inspectés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux	45	90	150	5 000	9 000	15 000	29 000	-	-	29 000
Activité 1.2.1.2.7	Assurer l'auscultation des barrages	60 barrages auscultés	Nombre de barrages auscultés	Rapports bilan des	MEEA	CT et Exploitants	15	20	25	4 000	6 000	7 000	17 000	-	-	17 000

				activités du MEEA		principaux										
Activité 1.2.1.2.8	Installer des bornes topo pour l'auscultation des barrages	8 bornes topo pour l'auscultation installées sur 5 barrages	Nombre de barrages dont des bornes topos sont installées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux	2	3	3	6 000	9 000	9 000	24 000	-	-	24 000
Activité 1.2.1.2.9	Installer des échelles limnométriques pour le suivi du plan d'eau des barrages	45 échelles limnométriques installées dans les cuvettes de 10 barrages	Nombre d'échelles limnométriques installées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux, Secteur privé	10	15	20	17 000	25 000	33 000	75 000	-	-	75 000
<b>Action 1.2.1.3 :</b>	<b>Protection des ressources en eau</b>									<b>430 000</b>	<b>490 000</b>	<b>170 000</b>	<b>1 090 000</b>	<b>180 500</b>	<b>295 000</b>	<b>614 500</b>
Activité 1.2.1.3.1	Restaurer les berges des cours et plans d'eau	47 km de linéaires de berges de cours et plans d'eau restaurés	Nombre de km linéaire de restauration de berges	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DGRE, DREA, Sociétés civiles	22	15	10	110 000	75 000	50 000	235 000	97 500	-	137 500
Activité 1.2.1.3.3	Délimiter la bande de servitude des cours et plans d'eau	1500 km linéaires de bandes de servitude des cours et plans d'eau délimités	Nombre de KM linéaire de délimitation	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DGRE, DREA, Sociétés civiles	500	500	500	100 000	100 000	100 000	300 000	39 000	210 000	51 000

Activité 1.2.1.3.4	Faire l'état des lieux de la qualité des ressources en eau dans le bassin de la Comoé	90 travaux de protection des berges sont réalisés	Proportion des retenues d'eau de surface de plus 500 000 m3 avec protection des berges (%)	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DGRE, DREA, Sociétés civiles	28	30	32	10 000	10 000	10 000	30 000	30 000	-	
Activité 1.2.1.3.5	Acquérir des équipements de mesure en continue pour les stations qualité de l'eau	60 équipements de mesure en continue pour les stations qualité de l'eau acquis	Nombre d'équipement de mesure acquis	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DREA	20	20	20	-	120 000	-	120 000	-	-	120 000
Activité 1.2.1.3.6	Effectuer des campagnes d'échantillonnage sur le réseau qualité des eaux	6 campagnes échantillonnages effectués sur le réseau qualité des eaux	Nombre de campagnes d'échantillonnage effectués sur le réseau qualité des eaux	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Secteur privé	2	2	2	5 000	5 000	5 000	15 000	14 000	-	1 000
Activité 1.2.1.3.7	Suivre les débits solides des cours d'eau	12 débits solides des cours d'eau suivis	Nombre de cours d'eau suivi	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Secteur privé	4	4	4	5 000	5 000	5 000	15 000	-	-	15 000



Activité 1.2.1.3.8	Cartographier les sites de pollutions et leurs caractéristiques en relation avec les agences de l'eau	Un rapport Les sites de pollutions et leurs caractéristiques en relation avec les agences de l'eau cartographiés	Existence d'un rapport de la cartographie des sites de pollutions disponible	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT et Exploitants principaux, Secteur privé	-	1	-	-	75 000	-	75 000	-	75 000	-
Activité 1.2.1.3.9	Mettre en œuvre des technologies de protection des berges	4 technologies de protection des berges mises en œuvre	Nombre de technologies	Rapports bilan des activités du MESRI	MESRI	MEEA	2	2	-	200 000	100 000	-	300 000	-	10 000	290 000
<b>Effet Attendu 1.2.2 : Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées</b>										<b>28 869 570</b>	<b>35 058 070</b>	<b>39 001 875</b>	<b>102 929 515</b>	<b>13 225 058</b>	<b>245 000</b>	<b>89 459 457</b>
<b>Action 1.2.2.1 :</b>	<b>Amélioration de la conservation et de la restauration des ressources forestières et fauniques</b>									<b>28 420 070</b>	<b>34 711 570</b>	<b>38 180 375</b>	<b>101 312 015</b>	<b>11 951 570</b>	<b>245 000</b>	<b>89 115 445</b>
Activité 1.2.2.1.1	Récupérer les terres dégradées dans les écosystèmes forestiers	116 400 ha de terres dégradées dans les écosystèmes forestiers	Superficie de terre dégradée récupérée	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MARAH	19 400	38 800	58 200	3 880 000	7 760 000	11 640 000	23 280 000	-	-	23 280 000
Activité 1.2.2.1.2	Former les acteurs en technique de	30 sessions de formation sur la récupération	Nombre de sessions de	Rapports bilan des	MEEA	MARAH	10	10	10	30 000	30 000	30 000	90 000	-	-	90 000

	récupération des terres	de terres dégradées tenues	formation réalisées	activités du MEEA													
Activité 1.2.2.1.3	Acquérir des unités mécanisées de récupération des terres dégradées	6 unités mécanisées de récupération des terres dégradées acquises	Nombre de charrues acquises	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MARAH	2	2	2	400 000	400 000	400 000	1 200 000	-	-	1 200 000	
Activité 1.2.2.1.4	Superviser les activités de récupération des terres dégradées	60 missions de supervision réalisées	Nombre de missions	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DRE, DPE, SD E, CT	20	20	20	15 000	15 000	15 000	45 000			45 000	
Activité 1.2.2.1.5	Construire des postes forestiers	20 postes forestiers construits	Nombre de postes forestiers construits	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MEFP	10	10	-	280 000	280 000	-	560 000	-	-	560 000	
Activité 1.2.2.1.6	Construire des postes de contrôle forestiers	10 postes de contrôle forestiers construits	Nombre de postes de contrôle forestiers construits	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MEFP	5	5	-	61 000	61 000	-	122 000	-	-	122 000	
Activité 1.2.2.1.7	Effectuer des patrouilles de sécurisation des aires protégées	90000 patrouilles de sécurisation des aires protégées effectuées	Nombre de patrouilles effectués	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MDA C, MATDS	30 000	30 000	30 000	750 000	750 000	750 000	2 250 000	2 250 000	-	-	

Activité 1.2.2.1.8	Acquérir des drones de surveillance fonctionnels	06 drones de surveillance fonctionnels acquis	Nombre de drones acquis fonctionnels	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	MDA C, MATD S	4	1	1	200 000	50 000	50 000	300 000	-	-	300 000
Activité 1.2.2.1.9	Appuyer les collectivités territoriales dans la création (matérialisation physique) des espaces de conservation	150 collectivités territoriales appuyées dans la création des espaces de conservation	Nombre d'espaces de conservation créés	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	Collect ivités Territo riales	50	50	50	734 500	734 500	734 500	2 203 500	-	-	2 203 500
Activité 1.2.2.1.10	Appuyer les collectivités territoriales dans le classement des espaces de conservation	150 espaces de conservation classés	Rapport d'activités DGEF/MEEA	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	Collect ivités Territo riales	50	50	50	2 975 000	2 975 000	2 975 000	8 925 000	-	-	8 925 000
Activité 1.2.2.1.11	Appuyer les communautés locales à l'aménagement des espaces de conservation	30 espaces de conservation sont aménagés	Nombre d'espaces de conservation aménagés	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	Collect ivités Territo riales	10	10	10	100 000	100 000	100 000	300 000	-	-	300 000
Activité 1.2.2.1.12	Appuyer l'élaboration des Plans d'Aménagement Forestier/ Plans d'aménagement	11 Plans d'aménagement Forestier (PAF) sont élaborés	Nombre de PAF élaborés	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	Collect ivités Territo riales	1	5	5	50 000	200 000	200 000	450 000	-	50 000	400 000

	et de gestion forestière (PAF/PAG)																
Activité 1.2.2.1.1.3	Appuyer l'actualisation des Plans Forestier/ Plan d'aménagement et de gestion forestière (PAF/PAG)	10 Plans d'aménagement Forestier (PAF) sont actualisés	Nombre de PAF actualisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PGCP, IGMVSS, UICN, CAF	2	5	3	10 000	50 000	30 000	90 000	-	-	90 000	
Activité 1.2.2.1.1.4	Apurer des forêts	30 forêts apurées	Nombre de forêts apurées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MDA C, MATDS	10	10	10	220 000	220 000	220 000	660 000			660 000	
Activité 1.2.2.1.1.5	Immatriculer des forêts	30 forêts immatriculées	Nombre de forêts immatriculées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DGI	10	10	10	120 000	120 000	120 000	360 000			360 000	
Activité 1.2.2.1.1.6	Accompagner les promoteurs à la réalisation de plantations dans leurs espaces privées	120 promoteurs sont accompagnés à la réalisation de plantations dans leurs espaces privées	Nombre de promoteurs accompagnés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Projets et Programmes	40	40	40	3 500	3 500	3 500	10 500	500	10 000	-	

Activité 1.2.2.1.1 7	Former/recycler les chef(-f-e)-s d'exploitation sur les techniques de la RNA et de la restauration des terres agroforestières	60 sessions de formations sont organisées	Nombre de sessions de formations organisées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	ONG, Associations, MARA H	20	20	20	5 000	5 000	5 000	15 000	-	15 000	-
Activité 1.2.2.1.1 8	Former les producteurs sur l'agriculture climatique intelligente dans chaque écovillage	1950 producteurs sont formés sur l'agriculture climatique intelligente dans 40 écovillages	Nombres de producteurs formés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	SP-REDD +	600	600	750	13 500	13 500	16 875	43 875	30 000	-	13 875
Activité 1.2.2.1.1 9	Produire des plants	33 000 000 Des plants sont produits	Nombre de plants produits	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	, Pépinières privées, CT	11 000 000	11 000 000	11 000 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000	16 500 000	247 500	-	16 252 500
Activité 1.2.2.1.2 0	Mettre en terre des plants	31 500 000 plants sont mis en terre	Nombre de plants mis en terre	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	CT, Pépinières privées, CT	10 500 000	10 500 000	10 500 000	11 025 000	11 025 000	11 025 000	33 075 000	-	-	33 075 000
Activité 1.2.2.1.2 1	Former les acteurs en	3000 acteurs sont formés en GDT	Nombre des acteurs formés	Rapports bilan des	MEEA	DRE,D RARA H,DPE	1 000	1 000	1 000	15 000	15 000	15 000	45 000			45 000

	Gestion Durable des Terres			activités du MEEA		,DGA DI,CT, PPD,O NG,As sociati ons,G GF										
Activité 1.2.2.1.2.2	Organiser des missions de suivi des plantations réalisées	30 missions de suivi des plantations réalisées sont effectuées	Nombre de missions de suivi effectuées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	10	10	10	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000	-	-
Activité 1.2.2.1.2.3	Organiser des campagnes nationales de reforestation	03 campagnes nationales de reforestation sont organisées	Nombre de campagnes nationales de reforestation organisées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	1	1	1	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000	-	-
Activité 1.2.2.1.2.4	Organiser des Journées Nationales de l'Arbre	03 Journées Nationales de l'Arbre sont organisées	Nombre de journées nationales de l'arbre organisées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	1	1	1	150 000	150 000	150 000	450 000	450 000	-	-
Activité 1.2.2.1.2.5	Organiser des sessions de formation des bénéficiaires sur les techniques de plantations et d'entretien des plants	15 000 bénéficiaires sont formés sur les techniques de plantations et d'entretien des plants	Nombre de bénéficiaires formés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	5 000	5 000	5 000	30 000	30 000	30 000	90 000	90 000	-	-

Activité 1.2.2.1.2 6	Réaliser des forages équipés sur les sites de reboisement	15 forages équipés sont réalisés	Nombre de forages équipés réalisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	5	5	5	55 000	55 000	5 000	115 000	-	-	115 000
Activité 1.2.2.1.2 7	Réaliser des systèmes d'irrigation sur les sites de reboisement	15 systèmes d'irrigation sont réalisés	Nombre de systèmes d'irrigation réalisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	5	5	5	12 500	12 500	12 500	37 500	-	-	37 500
Activité 1.2.2.1.2 8	Suivre les placettes permanentes	1 148 placettes permanentes sont suivies	Nombre de placettes permanentes suivies	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Collectivités Territoriales	1 148	-	-	150 000	-	-	150 000	-	-	150 000
Activité 1.2.2.1.2 9	Appuyer les acteurs en matériel de protection dans la mise place des plantations individuelles	135 acteurs sont appuyés en matériel de protection dans la mise en place des plantations individuelles	Nombre d'acteurs appuyés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	SP-REDD +	45	45	45	67 500	-	-	67 500	-	-	67 500
Activité 1.2.2.1.3 0	Mettre au point des techniques de multiplication végétative	2 techniques de multiplications végétatives de 10 espèces prioritaires	Nombre de techniques développées	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	DGEF/MEEA, CNRS T, INERA	2	-	-	37 920	37 920	-	75 840	37 920	-	37 920

		son															
		point															
Activité 1.2.2.1.3 1	Former les acteurs en techniques de multiplication végétative	952 acteurs sont formés dans diverses thématiques en lien avec les techniques de multiplication végétative	Nombre d'acteurs formés	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	DGEF/ MEEA	472	480	-	165 650	165 650	-	331 300	165 650	-	165 650	
Activité 1.2.2.1.3 2	Aménager des pistes dans les aires de protection faunique	3000 km de pistes aménagées dans les aires de protection faunique	Linéaire des pistes aménagées dans les aires de protection fauniques (km)	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	Conce ssionn aires	500	1 000	1 500	100 000	200 000	300 000	600 000	-	-	600 000	
Activité 1.2.2.1.3 3	Réaliser des salines dans les aires de protection fauniques	250 salines dans les aires de protection fauniques réalisées	Nombre de salines réalisées dans les aires de protection fauniques	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	Conce ssionn aires	50	100	100	4 000	8 000	8 000	20 000	-	-	20 000	
Activité 1.2.2.1.3 4	Élaborer des plans d'aménagement et de gestion des APF	5 plans d'aménagement et de gestion (PAG) des APF élaborés	Nombre de PAG élaborés	Rapport s bilan des activités du MEEA	MEEA	PONA SI 2, Conce ssionn aires	1	2	2	30 000	60 000	60 000	150 000	-	150 000	-	
Activité 1.2.2.1.3 5	Mettre en œuvre des plans d'aménagement	6 plans d'aménagement et de	Nombre de PAG mis en œuvre	Rapport s bilan des	MEEA	PONA SI 2, Conce	1	3	3	1 200 000	3 600 000	3 600 000	8 400 000	8 400 000	-	-	



	et de gestion des APF	gestion des APF mis en œuvre		activités du MEEA		ssionnaires										
Activité 1.2.2.1.3 6	Réaliser le suivi écologique	4 suivis écologique réalisés	Nombre de suivis écologiques réalisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PAPH AF, Concessionnaires	-	2	2	-	60 000	60 000	120 000	120 000	-	-
Activité 1.2.2.1.3 7	Réaliser des inventaires fauniques	Un inventaires fauniques réalisé	Nombre d'inventaires fauniques réalisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PAPH AF, Concessionnaires	-	-	1	-	-	100 000	100 000	100 000	-	-
Activité 1.2.2.1.3 8	Réaliser /étendre des mises en défens (MED)	10 mises en défens réalisées	Nombre de MED réalisées/étendues	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MARATHON	6	2	2	10 000	5 000	5 000	20 000	-	20 000	-
<b>Action 1.2.2.2 :</b>	<b>Promotion des variétés de semences forestières améliorées résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs</b>									<b>51 500</b>	<b>51 500</b>	<b>51 500</b>	<b>154 500</b>	<b>153 488</b>	<b>-</b>	<b>1 012</b>
Activité 1.2.2.2.1	Produire des semences améliorées d'espèces forestières résilientes aux inondations, à la sécheresse et	24 000 semences améliorées d'espèces forestières sont produites	Quantité de semences d'espèces forestières produites (Kg)	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MEEA / CNRS T	8 000	8 000	8 000	50 000	50 000	50 000	150 000	149 488	-	512

	aux fortes chaleurs																
Activité 1.2.2.2.2	Diffuser des semences améliorées d'espèces forestières résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs	18 000 semences améliorées d'espèces forestières sont diffusées	Quantité de semences d'espèces forestières diffusées (Kg)	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	MEEA / CNRS T	6 000	6 000	6 000	1 500	1 500	1 500	4 500	4 000	-	500	
<b>Action 1.2.2.3</b>	<b>: Amélioration de la conservation et de la disponibilité de l'eau dans les APF</b>									<b>398 000</b>	<b>295 000</b>	<b>770 000</b>	<b>1 463 000</b>	<b>1 120 000</b>	<b>-</b>	<b>343 000</b>	
Activité 1.2.2.3.1	Réaliser des mares/boullis dans les aires de protection faunique	6 nouvelles mares/boullis réalisées	Nombre de mares/boullis réalisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PAPH AF, Concessionnaires	1	-	5	200 000	-	150 000	350 000	50 000	-	300 000	
Activité 1.2.2.3.2	Réhabiliter des mares/boullis dans les aires de protection faunique	11 mares/boullis sont réhabilités	Nombre de mares/boullis réhabilités	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PAPH AF, Concessionnaires	1	-	10	30 000	-	20 000	50 000	350 000	-	-	300 000
Activité 1.2.2.3.3	Réaliser des forages équipés dans les aires de protection faunique	24 forages équipés réalisés dans les aires de	Nombre de forages équipés réalisés	Rapports bilan des activités	MEEA	Concessionnaires	9	-	15	108 000	-	150 000	258 000	-	-	258 000	

		protection faunique		du MEEA													
Activité 1.2.2.3.4	Réhabiliter et équiper des forages dans les aires de protection faunique (APF)	17 forages dans les aires de protection faunique (APF) réhabilités et équipés	Nombre de forages réhabilités et équipés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	Concessionnaires	12	-	5	60 000	-	25 000	85 000	-	-	85 000	
Activité 1.2.2.3.5	Réhabiliter des barrages dans les APF	10 barrages réhabilités dans les APF	Nombre de barrages réhabilités	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PAPH AF, Concessionnaires	-	5	5	-	100 000	100 000	200 000	200 000	-	-	
Activité 1.2.2.3.6	Réaliser de nouveaux barrages dans les APF	8 nouveaux barrages réalisés dans les APF	Nombre de barrages réalisés	Rapports bilan des activités du MEEA	MEEA	PAPH AF, Concessionnaires	-	3	5	-	195 000	325 000	520 000	520 000	-	-	
<b>Objectif Spécifiques OS 1.3. Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux CC</b>										304 026 880	268 363 411	154 460 366	726 850 657	486 631 026	203 573 992	36 645 639	
<b>Effet Attendu 1.3.1 : Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées</b>										10 066 973	3 108 078	3 114 829	16 289 880	3 166 888	13 122 992	-	
<b>Action 1.3.1.1</b>	<b>Accroissement de l'offre énergétique</b>									9 362 223	2 887 817	2 887 818	15 137 858	2 488 043	12 649 815	-	

Activité 1.3.1.1.1	Effectuer des travaux de réhabilitation et de renforcement des mini-grids (GMG) dans le cadre de la TDE	Les travaux de réhabilitation et de renforcement des mini-grids (GMG) de 12 localités dans le cadre de la TDE sont effectués	Nombre de localités dont les systèmes sont réhabilités et renforcés	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA ,PTF, Secteur privé	4	4	4	206 564	206 564	206 564	619 692	619 692	-	-
Activité 1.3.1.1.2	Effectuer des les travaux de réhabilitation, d'extensions et de renforcement de systèmes électriques par raccordement au réseau dans le cadre de la TDE	Les travaux de réhabilitation, d'extensions et de renforcement de systèmes électriques par raccordement au réseau de 42 localités dans le cadre de la TDE sont effectués	Nombre de localités dont les systèmes sont réhabilités et renforcés	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA ,PTF, Secteur privé	14	14	14	621 117	621 117	621 117	1 863 351	1 863 351	-	-
Activité 1.3.1.1.3	Poursuivre les travaux d'électrification des localités par raccordement au RNI dans le cadre de la TDE	Les travaux d'électrification de 48 localités par raccordement au RNI dans le cadre de la TDE sont effectifs	Nombre de nouvelles localités raccordées au RNI	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA ,PTF, Secteur privé	16	16	16	2 060 135	2 060 136	2 060 137	6 180 408	6 180 408	-	-

Activité 1.3.1.1.4	Réaliser une évaluation technique pour la réhabilitation des installations électriques endommagées des zones libérées et accessibles	Une évaluation technique pour la réhabilitation des installations électriques endommagées des zones libérées et accessibles est réalisée	Nombre de rapport d'évaluation technique	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, PTF, Secteur privé	1			5 000			5 000	5 000	-
Activité 1.3.1.1.6	Réaliser la construction de la boucle 90 kV de 42 km	17 Km de ligne construits	Nombre de kilomètre de ligne construit	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, PTF, Secteur privé	17			5 982 000			5 982 000	5 982 000	-
Activité 1.3.1.1.7	Remplacer les câbles de gardes de la ligne 90 kV Zagtoui – Koudougou	Les câbles de gardes de la ligne 90 kV Zagtoui – Koudougou sont remplacés	Nombre de kilomètre de câble CGFO	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, PTF, Secteur privé	90			209 825			209 825	209 825	-
Activité 1.3.1.1.8	Construire un tronçon de 3 km de ligne 90 kV pour le prolongement de la ligne Zagtoui – Koudougou	Un tronçon de 3 km de ligne 90 kV pour le prolongement de la ligne Zagtoui – Koudougou est construit	Nombre de kilomètre de ligne construit	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, PTF, Secteur privé	3			273 361			273 361	273 361	-

Activité 1.3.1.1.9	Construire 66,5 kilomètres de ligne HTA pour la création du Départ Sabou au poste 90/33 kV de Koudougou	66,5 kilomètres de ligne HTA pour la création du Départ Sabou au poste 90/33 kV de Koudougou est construit	Nombre de Kilomètres de ligne construit	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, PTF, Secteur privé	67			650			650		650	-
Activité 1.3.1.1.10	Construire le poste 90/33 kV de Ziniaré	Le poste 90/33 kV de Ziniaré est construite	Nombre de Postes construits	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, PTF, Secteur privé	1			3 571			3 571		3 571	-
<b>Action 1.3.1.2 :</b>	<b>Promotion des énergies renouvelables</b>									<b>663 860</b>	<b>188 169</b>	<b>188 169</b>	<b>1 040 198</b>	<b>567 021</b>	<b>473 177</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.1.2.1	Installer des lampadaires solaires au profit des personnes déplacées internes et des zones à fort défi sécuritaire (TDE)	1322 lampadaires solaires installés au profit des personnes déplacées internes et des zones à fort défi sécuritaire (TDE) sont effectués	Nombre de lampadaires solaires autonomes installés et fonctionnels	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, Secteur privé, PTF	1 322			457 995			457 995		457 995	-
Activité 1.3.1.2.2	Construire 4 Centrales solaires dans le cadre du Projet	4 Centrales solaires dans le cadre du Projet Yeleen (Ouaga)	Nombre de centrales solaires construites	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA, Secteur	4			7 182			7 182		7 182	-

	Yeleen (Ouaga Nord-Ouest, Gaoua, Diapaga et Dori)	Nord-Ouest, Gaoua, Diapaga et Dori) sont construites				r privé, PTF										
Activité 1.3.1.2.3	Construire la centrale solaire de Zagtouli 2	La centrale solaire de Zagtouli est construite	Existence de la centrale solaire de Zagtouli	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA / Secteur privé, PTF	1			7 999			7 999		7 999	-
Activité 1.3.1.2.4	Fournir des foyers améliorés	15000 foyers améliorés fournis	Nombre de Foyers améliorés fournis	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA / Secteur privé, PTF	5 000	5 000	5 000	188 169	188 169	188 169	564 507	564 507	-	-
Activité 1.3.1.2.5	Contractualiser le marché de construction de la Centrale Solaire Photovoltaïque d'une capacité de 20 MWc à Koudougou	Le marché de construction de la Centrale Solaire Photovoltaïque d'une capacité de 20 MWc à Koudougou est contractualisé	Existence de Contrat	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, MEEA / Secteur privé, PTF	1			2 514			2 514	2 514	-	-
<b>Action 1.3.1.3:</b>	<b>Contrôle des activités et des infrastructures énergétiques</b>									<b>31 302</b>	<b>23 802</b>	<b>23 802</b>	<b>78 906</b>	<b>78 906</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Activité 1.3.1.3.1	Réaliser l'audit diagnostic du laboratoire de contrôle de la qualité des équipements afin d'assurer la mise en place de la norme 17025	1 Audit diagnostic réalisé	Nombre d'audit réalisé	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1			7 500			7 500	7 500	-	-
Activité 1.3.1.3.2	Suivre les projets d'énergie conventionnelle	3 projets d'énergie conventionnelle sont suivis	Nombre de projets suivis	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1	1	1	4 000	4 000	4 000	12 000	12 000	-	-
Activité 1.3.1.3.3	Contrôler les activités des entreprises agréées pour les catégories réseaux et centrales électriques	3 activités des entreprises agréées pour les catégories réseaux et centrales électriques sont contrôlés	Nombre de contrôles réalisés	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1	1	1	1 500	1 500	1 500	4 500	4 500	-	-
Activité 1.3.1.3.4	Réaliser des visites d'inspection des entreprises demandant l'agrément technique catégorie réseaux et centrales électriques	3 visites d'inspection des entreprises demandant l'agrément technique catégorie réseaux et centrales électriques	Nombre d'inspections réalisées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1	1	1	6 000	6 000	6 000	18 000	18 000	-	-



Activité 1.3.1.3.5	Contrôler et inspecter les infrastructures de stockage et de distribution des produits pétroliers	3 missions de Contrôle et d'inspection des infrastructures de stockage et de distribution des produits pétroliers	Nombre de missions de contrôles et d'inspections réalisées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1	1	1	4 000	4 000	4 000	12 000	12 000	-	-
Activité 1.3.1.3.6	Réaliser des inspections inopinées/programmées des sociétés énergétiques soupçonnées de violation à la réglementation en vigueur	3 inspections inopinées/programmées des sociétés énergétiques soupçonnées de violation à la réglementation en vigueur sont réalisées	Nombre d'inspections réalisées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1	1	1	5 802	5 802	5 802	17 406	17 406	-	-
Activité 1.3.1.3.7	Assurer le contrôle des établissements pétroliers	4410 établissements pétroliers sont contrôlés	Nombre d'établissements pétroliers contrôlés	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1 470	1 470	1 470	2 500	2 500	2 500	7 500	7 500	-	-
<b>Action 1.3.1.4 :</b>	<b>Promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique</b>									<b>9 588</b>	<b>8 290</b>	<b>15 040</b>	<b>32 918</b>	<b>32 918</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.1.4.1	Organiser des ateliers sur les opportunités d'investissements dans la	3 ateliers sur les opportunités d'investissements dans la	Nombre d'ateliers organisés	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP	1	1	1	440	440	440	1 320	1 320	-	-

	réalisation des audits énergétiques et la mise en œuvre de ses recommandations	réalisation des audits énergétiques et la mise en œuvre de ses recommandations organisés															
Activité 1.3.1.4.2	Suivre la consommation énergétique dans l'administration publique	360 factures de structures de l'administration publique analysées	Nombre de facture de structures de l'administration publique analysées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP	120	120	120	1 850	1 850	1 850	5 550	5 550	-	-	
Activité 1.3.1.4.4	Suivre le projet d'hybridation des bâtiments publics pilotes	Le projet d'hybridation des bâtiments publics pilotes est réalisé	Disponibilité du rapport global de suivi	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP	1	1	1	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000	-	-	
Activité 1.3.1.4.5	Surveiller le marché pour l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers	La surveillance du marché pour l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers est effective	Rapport global de surveillance	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP	1	1	1	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000	-	-	
Activité 1.3.1.4.6	Élaborer le document du Projet d'analyse et de suivi des factures d'électricité de	Le document du Projet d'analyse et de suivi des factures d'électricité de l'administratio	Document de projet du PAFE est disponible	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP			1			6 750	6 750	6 750	-	-	

	l'administration publique	n publique est élaboré															
Activité 1.3.1.4.7	Élaborer une note conceptuelle d'un projet de promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments pour soumission au Fond Vert Climat	Une note conceptuelle d'un projet de promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments pour soumission au Fond Vert Climat est élaborée	Disponibilité de la note conceptuelle	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Primature	1			1 298			1 298	1 298	-	-	
<b>Effet Attendu 1.3.2 : La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée</b>										284 237 311	256 229 739	145 119 410	685 586 460	483 464 138	190 451 000	11 671 322	
<b>Action 1.3.2.1 :</b>	<b>Développement et entretien du réseau routier classé, la voirie urbaine et les pistes rurales</b>									262 077 670	251 165 540	140 424 240	653 667 450	477 716 450	175 951 000	-	
Activité 1.3.2.1.1	Bitumer des routes résilientes aux changements climatiques	508 km de linéaires de réseau routier classé développés	Linéaire de nouvelles routes bitumées (km)	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	137	321	50	57 299 000	82 941 000	15 826 000	156 066 000		156 066 000	-	
Activité 1.3.2.1.2	Aménager des voiries urbaines	113,15 km de linéaires de	Linéaire de nouvelles voiries	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur	63,15	43	7	131	92 367 000	54	278 605 000	278		-	

	résilientes aux changements climatiques	voirie urbaine développée	bitumées (km)			r privé, MEFP				288 000		950 000		605 000		
Activité 1.3.2.1.3	Renforcer et réhabiliter des routes	107,5 km de linéaires de routes bitumées renforcées et /réhabilitées	Linéaire de routes bitumées renforcées et /réhabilitées (km)	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	76,5	31		15 070 000	4 815 000		19 885 000		19 885 000	-
Activité 1.3.2.1.4	Assurer la gestion et l'entretien courant du réseau routier classé	21 750 km de linéaires de réseau routier classé entretenus par entretien courant	Linéaire du réseau routier classé entretenu par entretien courant (km)	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	7 000	7 250	7 500	16 515 000	17 105 000	17 695 000	51 315 000	51 315 000		-
Activité 1.3.2.1.5	Assurer la gestion et l'entretien périodique du réseau routier classé	419,2 km de linéaires de réseau routier classé entretenu par entretien périodique	Linéaire du réseau routier classé entretenu par entretien périodique (km)	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	90	219,20	110	12 322 120	11 592 630	12 714 240	36 628 990	36 628 990		-
Activité 1.3.2.1.6	Assurer la gestion et l'entretien des pistes rurales	5 750 km de linéaires de réseau routier de pistes rurales entretenu par entretien courant	Linéaire du réseau de pistes rurales entretenu par entretien courant	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	1 500	2 000	2 250	6 659 000	8 879 000	9 989 000	25 527 000	25 527 000		-

Activité 1.3.2.1.7	Aménager de nouvelles pistes rurales	2 120 km de linéaires de réseau de pistes rurales développé	Linéaire de nouvelles pistes rurales aménagées (km)	Rapport d'activité du MI	MI	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	620	850	650	22 924 550	33 465 910	29 250 000	85 640 460	85 640 460	-	-
<b>Action 1.3.2.2:</b>	<b>Planification de l'extension et de l'occupation de l'espace urbain</b>									<b>440 192</b>	<b>640 250</b>	<b>290 221</b>	<b>1 370 663</b>	<b>1 370 663</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.2.2.1	Réviser le schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga (SDAGO) horizon 2025	Le schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga (SDAGO) horizon 2025 est révisé	Disponibilité du schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga révisé	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	Collectivités et les ministères sectoriels		1			100 000		100 000	100 000		-
Activité 1.3.2.2.2	Réviser les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de cinq villes (Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada N'Gourma, Dédougou) à fort défi sécuritaire selon une procédure d'urgence.	5 schémas directeur d'aménagement et d'urbanisme	Nombre de SDAU révisés	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	les collectivités et les ministères sectoriels	2	3		149 971	250 029		400 000	400 000		-

Activité 1.3.2.2.3	Élaborer les Plans d'occupation des sols (POS) des communes	21 rapports définitifs des POS disponibles	Nombre de rapports définitifs de POS élaborés	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	les collectivités et les ministères sectoriels	7	7	7	290 221	290 221	290 221	870 663	870 663	-	-
<b>Action 1.3.2.3:</b>	<b>Valorisation des espaces urbains et ruraux</b>									<b>410 000</b>	<b>410 000</b>	<b>406 000</b>	<b>1 226 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>-</b>	<b>26 000</b>
Activité 1.3.2.3.1:	Résorption des zones d'habitat spontanée dans les 13 capitales régionales et à Pouytenga	13 zones d'habitats spontanés sont restructurées	Nombre de villes ayant leurs zones d'habitat spontané restructurées /traitées	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	MATD S	5	5	3	10 000	10 000	6 000	26 000			26 000
Activité 1.3.2.3.1:	Réalisation des premiers lotissements des communes rurales	24 premiers lotissements des communes rurales sont réalisés	Nombre de communes ayant bénéficié de leur 1er lotissement	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	MATD S	8	8	8	400 000	400 000	400 000	1 200 000	1 200 000	-	-
<b>Action 1.3.2.4:</b>	<b>Amélioration de l'offre de logement décent et le contrôle du respect des normes et de la réglementation en matière d'architecture et de construction</b>									<b>3 887 661</b>	<b>3 887 661</b>	<b>3 887 661</b>	<b>11 662 983</b>	<b>17 661</b>	<b>-</b>	<b>11 645 322</b>
Activité 1.3.2.4.1	Construire des logements sociaux et économiques	2913 logements sociaux et économiques sont construits	Nombre de logements construits	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	MATD S, Secteur privé	971	971	971	3 870 000	3 870 000	3 870 000	11 610 000			11 610 000

Activité 1.3.2.4.2	Contrôler le respect de la réglementation des chantiers en matière de construction dans les treize (13) régions	13500 chantiers de construction sont contrôlés dans les 13 régions	Nombre de chantiers de construction contrôlés	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	MATDS, Secteur privé	4 500	4 500	4 500	17 661	17 661	17 661	52 983	17 661		35 322
<b>Action 1.3.2.5:</b>	<b>Appui à la maîtrise d'ouvrage publique</b>									<b>112 788</b>	<b>111 288</b>	<b>111 288</b>	<b>335 364</b>	<b>335 364</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.2.5.1	Suivre et contrôler des travaux de construction au profit des maîtres d'ouvrages publiques	90 projets de construction sont supervisés	Nombre de projets de construction supervisés	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	Ministères et institutions	30	30	30	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000		-
Activité 1.3.2.5.2	Réaliser les études de faisabilité techniques pour la mise en place de l'observatoire national de la qualité des constructions	Le rapport d'étude de faisabilité est disponible	Taux d'exécution	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	Ministères et institutions	1			1 500			1 500	1 500		-
Activité 1.3.2.5.3	Opérationnaliser les Unités d'assistance à la maîtrise d'ouvrage	12 UAMOP (04) fonctionnels	Disponibilité des projets d'arrêtés conjoints portant	Rapport d'activité du MUAF H	MUAF H	Ministères et institutions	4	4	4	80 000	80 000	80 000	240 000	240 000		-

	publique (UAMOP) auprès des ministères et institutions		attribution, fonctionnement et organisation des UAMOP														
Activité 1.3.2.5.4	Instruire les dossiers de demandes de permis de construire	4500 dossiers de demandes de permis de construire sont instruits	Nombre de permis de construire délivrés	Rapport d'activité du MUAFH	MUAFH	CEFA C	1 500	1 500	1 500	500	500	500	1 500	1 500			-
Activité 1.3.2.5.5	Réaliser les expertises techniques pour l'ouverture des établissements scolaires, universitaires et sanitaires	60 expertises techniques sont réalisées	Nombre d'expertises techniques réalisées	Rapport d'activité du MUAFH	MUAFH	Ministères en charge de l'éducation	20	20	20	12 288	12 288	12 288	36 864	36 864			-
Activité 1.3.2.5.6	Vulgariser le décret portant recours obligatoire du MUAFH dans les projets de construction	21 rencontres avec les acteurs	Nombre de rencontres avec les acteurs	Rapport d'activité du MUAFH	MUAFH	Ministères et institutions	7	7	7	3 500	3 500	3 500	10 500	10 500			-
<b>Action 1.3.2.6 :</b>	<b>Aménagement du réseau de drainage des eaux pluviales dans les villes</b>									<b>17 309 000</b>	<b>15 000</b>	<b>-</b>	<b>17 324 000</b>	<b>2 824 000</b>	<b>14 500 000</b>		<b>-</b>
Activité 1.3.2.6.1	Élaborer des Schémas directeurs de drainage des	10 SDDEP élaborés	Nombre de schémas directeurs de drainage des eaux	Rapport d'activité du MUAFH	MUAFH	Commune de Ouagadougou	5	5		150 000	15 000		165 000	165 000			-



	eaux pluviales (SDDEP)		pluviales (SDDEP) élaborés														
Activité 1.3.2.6.2	Achever les travaux de la tranche conditionnelle du Projet de renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou (PRAVO)	9 212 mètres linéaires de caniveaux achevés	Linéaires de caniveaux achevés	Rapport d'activités du MUAF H	MUAF H	BOAD	9 212			17 159 000			17 159 000	2 659 000	14 500 000		-
<b>Effet Attendu 1.3.3 : Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées</b>										9 722 596	9 025 594	6 226 127	24 974 317	-	-		24 974 317
<b>Action 1.3.3.1 :</b>	<b>Développement d'infrastructures de santé adaptées aux effet des CC</b>									6 029 358	5 000 000	6 000 000	17 029 358	-	-		17 029 358
Activité 1.3.3.1.1	Définir les normes et spécifications techniques de construction des formations sanitaires adaptées aux risques d'inondation	01 norme/spécification technique de construction des formations sanitaires adaptées aux risques	Existence de la norme de spécifications techniques de construction adaptées aux risques d'inondation	Rapport d'activités MS	MS	MHU	1			17 279			17 279				17 279

		d'inondation est définie															
Activité 1.3.3.1.2	Élaborer des normes et standards en infrastructures des établissements de santé adaptés aux effets des changements	Une norme/standard est élaborée	Nombre de normes et standards élaborées	rapport d'activités MS	MS	MHU	1				12 079				12 079		12 079
Activité 1.3.3.1.3	Construire des établissements de santé adaptés aux effets des changements climatiques	55 infrastructures sanitaires tiennent compte des risques liés aux des changements climatiques construites	Nombre d'établissements de santé construits	Rapport d'activités MS	MS	MHU	12	20	23	2 000 000	3 000 000	3 000 000	8 000 000				8 000 000
Activité 1.3.3.1.4	Réhabiliter des établissements de santé existants adaptés aux changements climatiques	140 infrastructures sanitaires tiennent compte des risques liés aux des changements	Nombre d'établissements de santé réhabilités	Rapport d'activités MS	MS	MHU	30	50	60	2 000 000	2 000 000	3 000 000	7 000 000				7 000 000

		climatiques réhabilitées														
Activité 1.3.3.1.5	Mettre en place des plateformes de systèmes d'incinération (APICC FA 1100 déchets bio médicaux à Ouaga	02 plateformes de systèmes d'incinération (APICC FA 1100 déchets bio médicaux à Ouaga mises en place	Nombre de plateforme de système d'incinération	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	1	1		2 000 000			2 000 000			2 000 000
<b>Action 1.3.3.2 :</b>	<b>Amélioration des services de santé</b>									<b>3 627 450</b>	<b>3 550 594</b>	<b>136 127</b>	<b>7 314 171</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 314 171</b>
Activité 1.3.3.2.1	Élaborer un plan de formation du personnel sur les maladies sensibles aux changements climatiques	Un Plan de formation élaboré	Disponibilité du plan de formation élaborés	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	1			28 435			28 435			28 435
Activité 1.3.3.2.2	Élaborer un plan de communication pour le changement social et comportemental sur les effets des CC	Un Plan de communication CSC élaboré	Disponibilité du plan de communication élaborés	Rapport d'activités MS	MS	MC	1			18 622			18 622			18 622

Activité 1.3.3.2.3	Acquérir des supports de sensibilisations sur les effets des changements climatiques sur la santé	3 supports de sensibilisation sont acquis	Nombre de supports acquis	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	1	1	1	29 800			29 800			29 800
Activité 1.3.3.2.5	Intégrer effectivement les changements climatiques dans les curricula de formation des écoles professionnelles de la santé.	1 acte pris en lien avec l'intégration des changements climatiques dans le cursus scolaire	Nombre d'actes pris en lien avec l'intégration des changements climatiques dans le cursus scolaire	Rapport d'activités MS	MS	MESS		1		14 468	14 468		28 936			28 936
Activité 1.3.3.2.6	Former les acteurs sur les maladies sensibles aux changements climatiques	500 acteurs formés sur les maladies sensibles aux changements climatiques	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	150	250	100	3 400 000	3 400 000		6 800 000			6 800 000
Activité 1.3.3.2.7	Former les ressources humaines qualifiées en santé environnement	100 ressources humaines qualifiées en santé environnement formées	Nombre de ressources humaines formées	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	25	40	35	136 125	136 126	136 127	408 378			408 378
<b>AXE2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CC</b>										<b>3 458 741</b>	<b>4 543 383</b>	<b>5 641 025</b>	<b>13 643 149</b>	<b>2 703 571</b>	<b>959 000</b>	<b>9 980 578</b>

<b>Objectif Stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en CC</b>										1 141 741	1 243 383	2 336 025	4 721 149	439 071	941 000	3 341 078
<b>Effet Attendu 2.1.1 : La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux CC est développée</b>										1 107 841	1 233 383	2 331 025	4 672 249	406 671	941 000	3 324 578
<b>Action 2.1.1.1 :</b>	<b>Développement des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique</b>									945 841	548 383	596 025	2 090 249	384 671	1 000	1 704 578
Activité 2.1.1.1.1	Développer des techniques innovantes d'adaptation aux changements climatiques	1 technique innovante d'adaptation aux changements climatiques développée	Nombre des techniques innovantes d'adaptation aux changements climatiques développées	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH	1			3 000	-	-	3 000	572	-	2 428
Activité 2.1.1.1.2	Élaborer un recueil des technologies d'adaptation innovantes pertinentes	Un recueil est élaboré	Disponibilité du recueil	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MARAH, MESRI, Secteur privé	1			20 000	-	-	20 000	-	-	20 000
Activité 2.1.1.1.3	Développer des technologies de banque fourragères ligneuses herbacées	2 technologies de banque fourragères ligneuses herbacées développées	Nombre de technologies développées	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH	2			27 000	-	-	27 000	-	-	27 000

Activité 2.1.1.1.4	Inventorier les technologies, inventions et innovations de résilience aux effets des changements climatiques générés au Burkina Faso	20 technologies, inventions et innovations de résilience aux effets des changements climatiques générés au Burkina Faso inventoriées	Nombre de technologies, d'inventions et d'innovations inventoriées	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH	5	10	5	6 000	-	1 000	7 000	-	1 000	6 000
Activité 2.1.1.1.5	Mettre au point des technologies et techniques de gestion durable des ressources naturelles respectueuses de l'environnement	4 technologies et techniques de gestion durable des ressources naturelles respectueuses de l'environnement mises au point	Nombre de technologies et techniques	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	INERA, ONEA	4	-	-	4 000	-	-	4 000	-	-	4 000
Activité 2.1.1.1.6	Mettre au point des technologies ou variétés de riz à haut rendement	15 technologies ou variétés de riz à haut rendement mises au point	Nombre de technologies/variétés de riz à haut rendement mises au point	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MARAH	5	5	5	181 817	181 817	181 817	545 450			545 450

Activité 2.1.1.1.7	Mettre au point des techniques/technologies performantes d'amélioration de la productivité des cultures maraîchères	12 techniques/technologies performantes d'amélioration de la productivité des cultures maraîchères mises au point	Nombre de techniques/technologies performantes d'amélioration de la productivité des cultures maraîchères mises au point	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MARAH	3	4	5	139 925	186 567	233 208	559 700			559 700
Activité 2.1.1.1.8	Mettre en place des technologies/techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnels	24 technologies/techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnels mises au point	Nombre de technologies/techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnels mises au point	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MARAH	8	8	8	180 000	180 000	180 000	540 000			540 000
Activité 2.1.1.1.9	Poursuivre les travaux de validation du code pétrolier	Le Code pétrolier validé	Disponibilité du code pétrolier	Rapport d'activités du MEMC	MEMC	MERSI	1			50 000			50 000	50 000		-
Activité 2.1.1.1.10	Réaliser les études d'amélioration des connaissances du potentiel en hydrocarbures	Un rapport d'étude est disponible	Disponibilité de rapports d'étude	Rapport d'activités du MEMC	MEMC	MERSI	1			334 099			334 099	334 099	-	-

	des bassins sédimentaires																
<b>Action 2.1.1.2.1 :</b>	<b>Amélioration des connaissances dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique</b>										<b>162 000</b>	<b>685 000</b>	<b>1 735 000</b>	<b>2 582 000</b>	<b>22 000</b>	<b>940 000</b>	<b>1 620 000</b>
Activité 2.1.1.2.1	Réaliser un inventaire des arbres de villes	2 inventaires des arbres de villes est réalisé	Nombre d'inventaire	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	INER A, Universités, Collectivités, MEEA, Projets	-	1	1	-	100 000	200 000	300 000			300 000	
Activité 2.1.1.2.2	Réaliser des inventaires forestiers dans les espaces de conservation	9 inventaires dans les espaces de conservation sont réalisés	Nombre d'inventaire	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	ONG TreeAid, DRE, Projets	3	3	3	30 000	30 000	30 000	90 000			90 000	
Activité 2.1.1.2.3	Cartographier des sites de reboisement	21 sites sont cartographiés	Nombre de site	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MEEA, P3R, Projets et Programmes	7	7	7	5 000	5 000	5 000	15 000			15 000	
Activité 2.1.1.2.4	Produire de base de données à travers Google Earth des sites de reboisement	3 bases de données est disponibles	Nombre de base de données	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MEEA, P3R, Projets et Programmes	1	1	1	1 000	1 000	1 000	3 000			3 000	



Activité 2.1.1.2.5	Organiser des échanges en lien avec la gestion durable au programme dans les lycées et écoles supérieures	45 sessions d'échanges sur des thématiques environnementales au programme des lycées et écoles supérieures sont organisés	Nombre d'échanges dans des lycées et écoles organisés	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MENA /PLN	15	15	15	10 000	10 000	10 000	30 000			30 000
Activité 2.1.1.2.6	Organiser une compétition inter-clubs écocitoyens sur les pratiques écocitoyennes	3 compétitions inter-clubs écocitoyens organisées	Une compétition inter-clubs écocitoyen est organisée	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MENA /PLN	1	1	1	30 000	30 000	30 000	90 000			90 000
Activité 2.1.1.2.7	Réaliser des émissions audio-visuelles de sensibilisation sur les bonnes pratiques	3 émissions de sensibilisation sont organisées	Nombre d'émissions réalisées	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	Radio Rurale /RTB	1	1	1	50 000	50 000	50 000	150 000			150 000
Activité 2.1.1.2.8	Appuyer à la vulgarisation de résultats de recherche en lien avec la foresterie	4 résultats de la recherche dans le domaine de la foresterie sont appuyés	Nombre de supports de vulgarisation réalisés ; Nombre de personnes formées	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	ANVA R/CN RST	1	2	1	3 000	6 000	3 000	12 000		1 000	11 000

Activité 2.1.1.2.9	Élaborer des notes décennales d'information hydrologiques	54 notes décennales d'information hydrologiques élaborées	Nombre de notes décennales d'information hydrologiques élaborées	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MTM USR	18	18	18	-	-	-	-	1 000	-	-	1 000
Activité 2.1.1.2.10	Élaborer des bulletins hydrologiques mensuels	36 bulletins hydrologiques mensuels élaborés	Nombre de bulletins hydrologiques mensuels élaborés	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MTM USR	12	12	12	1 000	1 000	1 000	3 000	2 000	-	-	1 000
Activité 2.1.1.2.11	Élaborer les documents de synthèse des ressources en eau	3 documents de synthèse des ressources en eau élaborés	Disponibilité du document de synthèse de suivi des ressources en eau	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	Secteur privé	1	1	1	6 000	6 000	6 000	18 000	19 000	-	-	1 000
Activité 2.1.1.2.12	Acquérir des niveaux topographiques	08 niveaux topographiques acquis	Nombre de niveaux topographiques acquis	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MEFP, Secteur privé	-	8	-	-	320 000	-	320 000	-	320 000	-	-
Activité 2.1.1.2.13	Acquérir des bateaux à moteur pneumatique hors-bord	5 bateaux à moteur pneumatique hors-bord acquis	Nombre de Bateaux acquis	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MEFP, Secteur privé	-	-	5	-	-	300 000	300 000	-	-	-	300 000
Activité 2.1.1.2.14	Acquérir des ADCP	5 ADCP acquis	Nombre d'ADCP sont acquis	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MEFP, Secteur privé	-	-	5	-	-	300 000	300 000	-	-	-	300 000

Activité 2.1.1.2.1 5	Effectuer des campagnes de jaugeages	03campagnes de jaugeages effectuées	Nombre de campagnes de jaugeages effectuées	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	Secteur privé	1	1	1	26 000	26 000	26 000	78 000	-	79 000	- 1 000
Activité 2.1.1.2.1 6	Réaliser des études bathymétriques de retenues d'eau	85 études bathymétriques de retenues d'eau réalisées	Nombre d'études bathymétriques de retenues d'eau réalisées	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	Secteur privé, CT, MESRI	-	-	85	-	-	540 000	540 000	-	540 000	-
Activité 2.1.1.2.1 7	Réaliser une étude d'identification des zones de recharge à l'échelle des sous bassins versants par des approches isotopiques et géochimique	Une étude d'identification des zones de recharge réalisée	Disponibilité d'un rapport d'étude d'identification des zones de recharge	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MESRI, Secteur privé	-	-	1	-	-	156 000	156 000	-	-	156 000
Activité 2.1.1.2.1 8	Réaliser des études sur les modèles de gestion des bassins versants	2 études sur les modèles de gestion des bassins versants réalisées	Nombre d'études sur les modèles de gestion des bassins versants réalisés	Rapport d'activités du MEMC	MEEA	MESRI, Secteur privé	-	1	1	-	100 000	77 000	177 000	-	-	177 000
<b>Effet attendu 2.1.2 : La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat en matière d'adaptation aux CC est développée</b>										<b>33 900</b>	<b>10 000</b>	<b>5 000</b>	<b>48 900</b>	<b>32 400</b>	<b>-</b>	<b>16 500</b>
<b>Action 2.1.2.1 : Développement de matériaux de construction et des modèles de réalisation d'habitats résilients au CC</b>										<b>30 000</b>	<b>5 000</b>	<b>-</b>	<b>35 000</b>	<b>30 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000</b>

Activité 2.1.2.1.1	Élaborer le référentiel conceptuel des bâtiments administratifs	Référentiel élaboré	Disponibilité du référentiel	Rapports d'activités MUAF H	MUAF H	MEFP, MESRSI, MCAT / MEEA / ANEERE, ABNORM, OAB, OIGC, 2IE	1			30 000			30 000	30 000		-
Activité 2.1.2.1.1	Réaliser une étude sur les déterminants de l'adoption des techniques et technologies de construction	Une étude sur les déterminants de l'adoption des techniques et technologies de construction	Disponibilité de l'étude	Rapports d'activités MUAF H	MUAF H	MEFP, MESRSI, MCAT / MEEA / ANEERE, ABNORM, OAB, OIGC, 2IE	1			5 000			5 000			5 000
<b>Action 2.1.2.2 : Renforcement de la recherche dans le domaine de la santé en matière d'adaptation en CC</b>										<b>3 900</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>13 900</b>	<b>2 400</b>	<b>-</b>	<b>11 500</b>
Activité 2.1.2.2.1	Définir les priorités en recherche sur la	Le document de définition	Existence d'un document de	Rapport d'activités MS	MS	MESRI	1			3 900			3 900	900		3 000

	santé et les changements climatiques	des priorités est élaboré	définition des priorités														
Activité 2.1.2.2.2	Réaliser des études sur la santé et les changements climatiques	3 études sont réalisées	Nombre d'études menées	Rapport d'activités MS	MS	MESRI		1	2		5 000	5 000	10 000	1 500		8 500	
<b>Objectif Stratégique 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en CC</b>											<b>2 317 000</b>	<b>3 300 000</b>	<b>3 305 000</b>	<b>8 922 000</b>	<b>2 264 500</b>	<b>18 000</b>	<b>6 639 500</b>
<b>Effet Attendu 2.2.1 : La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues</b>											<b>2 237 000</b>	<b>3 270 000</b>	<b>3 265 000</b>	<b>8 772 000</b>	<b>2 264 500</b>	<b>18 000</b>	<b>6 489 500</b>
<b>Action 2.2.1.1 :</b>	<b>Disponibilisation des résultats de la recherche au profit des acteurs</b>										<b>2 158 000</b>	<b>3 178 000</b>	<b>3 175 000</b>	<b>8 511 000</b>	<b>2 264 500</b>	<b>-</b>	<b>6 246 500</b>
Activité 2.2.1.1.1	Organiser les journées scientifiques de l'INSS	3 éditions des journées scientifiques de l'INSS organisées	Edition des journées scientifiques organisée	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH		1	1	1	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000	-	-
Activité 2.2.1.1.2	Organiser des séminaires scientifiques de l'INSS	30 séminaires scientifiques de l'INSS organisés	Nombre de séminaires organisés	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH		10	10	10	2 000	2 000	2 000	6 000	5 500	-	500
Activité 2.2.1.1.3	Élaborer/actualiser un répertoire de bonnes pratiques d'adaptation	Un répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux changements	Disponibilité du répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH		1			3 000	-	-	3 000	-	-	3 000

	aux changement climatique	climatique élaboré/actualisé	changement climatique														
Activité 2.2.1.1.4	Réaliser une étude sur les facteurs d'adoption des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques	Une étude réalisée sur les facteurs d'adoption des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques	Disponibilité du rapport d'étude réalisé	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH		1			-	3 000	-	3 000	-	-	3 000
Activité 2.2.1.1.9	Mettre à la disposition des acteurs les technologies innovantes	17 technologies mises à la disposition des acteurs	Nombre de technologies mises à la disposition des acteurs	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	MARAH, MESRI / MEMC, MUAFH, MDIC APME	5	6	6	100 000	120 000	120 000	340 000	-	-	340 000	
Activité 2.2.1.1.1.2	Acquérir des kits solaires au profit des Personnes déplacées internes (PDI)	450 kits solaires acquis au profit des Personnes déplacées internes (PDI)	Nombre de kits solaires au profit des Personnes déplacées internes (PDI)	Rapport d'activités du MEEA	MEMC	Secteur privé, MEFP, CT	150	150	150	50 000	50 000	50 000	150 000	50 000	-	100 000	

Activité 2.2.1.1.1.3	Installer des kits solaires sociocommunautaires et productifs dans le cadre du plan d'urgence composante 2	1125 de kits solaires sociocommunautaires et productifs fournis et l'installés dans le cadre du plan d'urgence composante 2 achevés	Nombre de kits solaires installés	Rapport d'activités du MEEA	MEMC	Secteur privé, MEFP, CT	375	375	375	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	-	2 000 000
Activité 2.2.1.1.1.4	Construire de quinze (15) systèmes d'énergie productive à travers le pompage solaire dans 15 localités au titre du Plan d'urgence (composante 3)	45 systèmes d'énergie productive à travers le pompage solaire réalisés	Nombre de systèmes d'énergie productive à travers le pompage solaire	Rapport d'activités du MEEA	MEMC	Secteur privé, MEFP, CT	15	15	15	300 000	300 000	300 000	900 000	300 000	-	600 000
Activité 2.2.1.1.1.5	Installer des lampadaires solaires, de kits et boutiques énergétiques sociocommunautaires au profit des zones abritant des personnes déplacées	3000 lampadaires solaires installés et fonctionnels au profit des zones abritant des personnes déplacées internes et à fort défi	Nombre lampadaires solaires sont installés et fonctionnels au profit des zones abritant des personnes déplacées internes et à	Rapport d'activités du MEEA	MEMC	Secteur privé, MEFP, CT	1 000	1 000	1 000	700 000	700 000	700 000	2 100 000	700 000	-	1 400 000

	internes et à fort défi sécuritaire (TDE)	sécuritaire (TDE)	fort défi sécuritaire (TDE)													
Activité 2.2.1.1.1.6	Valoriser les résultats de la recherche sur la santé et les changements climatiques	2 résultats de la recherche sont valorisés	Nombre de résultats de recherche diffusés	Rapport d'activités du MS	MS	MESRI		1	1		1 000 000	1 000 000	2 000 000	200 000		1 800 000
<b>Action 2.2.1.2 : Renforcement des capacités techniques des acteurs</b>										<b>79 000</b>	<b>92 000</b>	<b>90 000</b>	<b>261 000</b>	<b>-</b>	<b>18 000</b>	<b>243 000</b>
Activité 2.2.1.2.1	Organiser des sessions de formation des acteurs sur les bonnes pratiques endogènes d'adaptation aux changements climatiques	2 sessions de formation des acteurs organisées sur les bonnes pratiques endogènes d'adaptation aux changements climatiques	Nombre de sessions de formation des acteurs organisées	Rapport d'activités du MESRI	MESRI	MEEA / MARAH		2		-	3 000	-	3 000	-	-	3 000
Activité 2.2.1.2.2	Sensibiliser les acteurs sur les thématiques en lien avec les changements climatiques	165 000 acteurs sensibilisés sur les thématiques en lien avec les changements climatiques	Nombre d'acteurs sensibilisés	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	MARAH, MDIC APME, MESRI	50 000	55 000	60 000	30 000	35 000	40 000	105 000	-	-	105 000



Activité 2.2.1.2.3	Organiser des sessions de démonstrations/formations sur les techniques d'adaptation	750 sessions de démonstrations/formations organisées sur les techniques d'adaptation	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	MARAH, MESRI, MEMC, MUAFH	200	250	300	40 000	45 000	50 000	135 000	-	-	135 000
Activité 2.2.1.2.4	Sensibiliser les personnes en situation de handicap sur les changements climatiques (Bonnes pratiques d'adaptation)	2 sessions de sensibilisation organisées sur les changements climatiques (Bonnes pratiques d'adaptation)	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	ONG	1	1	-	3 000	3 000	-	6 000	-	6 000	-
Activité 2.2.1.2.5	Former les personnes (handicapées) sur leurs rôles et implications dans les actions de lutte contre les CC	2 sessions de sensibilisation organisées sur leurs rôles et implications dans les actions de lutte contre les CC	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	ONG	1	1	-	3 000	3 000	-	6 000	-	6 000	-
Activité 2.2.1.2.6	Former les personnes (handicapées) sur leurs rôles et implications dans les actions	2 sessions de sensibilisation organisées sur leurs rôles et implications dans les	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	ONG	1	1	-	3 000	3 000	-	6 000	-	6 000	-

	de lutte contre les CC	actions de lutte contre les CC															
<b>Effet Attendu 2.2.2 : La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée</b>											80 000	30 000	40 000	150 000	-	-	150 000
<b>Action 2.2.2.1 : renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral et hydrologique</b>											40 000	15 000	20 000	75 000	-	-	75 000
Activité 2.2.2.1.1	Actualiser la base de données sur les RII	2 actualisations de la Base de données sur les RII réalisées	Nombre d'actualisation de la base de données	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEEA ,MAR AH	1	-	1	20 000	-	20 000	40 000			40 000	
Activité 2.2.2.1.2	Élaborer un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés est élaboré	Nombre de catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEEA ,MAR AH		1			15 000		15 000			15 000	
Activité 2.2.1.1.6	Élaborer un répertoire des acteurs (inventeurs, innovateurs et utilisateurs)	Un répertoire est élaboré	Disponibilité du répertoire	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEEA ,MAR AH	1			20 000	-	-	20 000	-	-	20 000	
<b>Action 2.2.2.2 : renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans les domaines de la santé, de l'énergie, des infrastructures et de l'habitat</b>											40 000	15 000	20 000	75 000	-	-	75 000

Activité 2.2.2.2.1	Actualiser la base de données sur les RII	4 ateliers de capitalisation des travaux de la recherche dans le domaine de l'AEUE sont organisés	Nombre d'ateliers de capitalisation organisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEM C, MUAF H, MSHP	2	-	2	20 000	-	20 000	40 000			40 000
Activité 2.2.2.2.2	Élaborer un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés est élaboré	Nombre de catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEM C, MUAF H, MSHP		1			15 000		15 000			15 000
Activité 2.2.2.2.3	Élaborer un répertoire des acteurs (inventeurs, innovateurs et utilisateurs	Un répertoire est élaboré	Disponibilité du répertoire	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEM C, MUAF H, MSHP	1			20 000	-	-	20 000	-	-	20 000
<b>AXE 3 : GOUVERNANCE DES INTERVENTIONS EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CC</b>										<b>3 218 388</b>	<b>3 556 700</b>	<b>369 900</b>	<b>7 144 988</b>	<b>18 900</b>	<b>168 000</b>	<b>6 958 088</b>
<b>Objectif Stratégique 3.1 : Renforcer le cadre politique, juridique, institutionnel et organisationnel</b>										<b>320 088</b>	<b>641 400</b>	<b>331 400</b>	<b>1 292 888</b>	<b>900</b>	<b>158 000</b>	<b>1 133 988</b>
<b>Effet Attendu 3.1.1 : Le cadre politique et juridique est renforcé</b>										<b>256 688</b>	<b>585 000</b>	<b>275 000</b>	<b>1 116 688</b>	<b>900</b>	<b>142 000</b>	<b>973 788</b>
<b>Action 3.1.1.1 :</b>	<b>Renforcement du cadre politique</b>									<b>125 000</b>	<b>70 000</b>	<b>105 000</b>	<b>300 000</b>	<b>-</b>	<b>22 000</b>	<b>278 000</b>

Activité 3.1.1.1.1	Diffuser la loi d'orientation sur le développement durable (LODD)	8 sessions de diffusion de la Loi d'orientation sur le développement durable organisées	Nombre de sessions de diffusion organisées	Rapports d'activités MEEA	MEEA	CT, Secteur privé, ONG/ ADF, Médias	8	-	-	5 000	-	-	5 000	-	-	5 000
Activité 3.1.1.1.2	Appuyer la révision des PLD pour prendre en compte les thématiques E/DD	35 PLD sont révisés pour prendre en compte des thématiques E/DD	Nombres de PLD révisés prenant en compte des thématiques E/DD	Rapports d'activités MEEA	MEEA	MEFP, MATDS, Collectivité Territoriale	10	10	15	50 000	50 000	75 000	175 000	-	12 000	163 000
Activité 3.1.1.1.3	Organiser des ateliers de diffusion du guide de prise en compte des thématiques E/DD dans les référentiels de développement	35 ateliers de diffusion du guide de prise en compte des thématiques E/DD dans les référentiels de développement sont organisés	Nombre d'ateliers de diffusion organisés	Rapports d'activités MEEA	MEEA	Luxdev	10	10	15	20 000	20 000	30 000	70 000	-	10 000	60 000
Activité 3.1.1.1.4	Appuyer la révision de documents stratégiques (PS-PASP et PNIASP) pour prendre en compte les	Deux documents stratégiques sont révisés pour prendre en compte des thématiques E/DD	Nombre de documents stratégiques révisés	Rapport d'activité MARA H	MARA H	Ministères du secteur, MEFP	2	-	-	50 000	-	-	50 000	-	-	50 000

	thématiques E/DD																
<b>Action 3.1.1.2 :</b>	<b>Renforcement du leadership et de la gouvernance en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques dans le secteur de la santé</b>										<b>65 788</b>	<b>475 000</b>	<b>90 000</b>	<b>630 788</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>630 788</b>
Activité 3.1.1.2.1	Intégrer les changements climatiques dans les politiques et stratégies de la santé du Burkina Faso	Les changements climatiques sont intégrés dans 10 référentiels de la santé du Burkina Faso	Nombre de référentiels de la santé intégrant les CC	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	3	3	4	45 000	45 000	60 000	150 000			150 000	
Activité 3.1.1.2.2	Intégrer les liens climatiques, sanitaires et environnementaux dans les programmes d'enseignement de santé à tous les niveaux	Les liens climatiques, sanitaires et environnementaux sont intégrés dans 5 programmes d'enseignement de santé à tous les niveaux	Nombre de programmes dont les climatiques sanitaires sont intégrés	Rapport d'activités MS	MS	MEEA	1	2	2	15 000	30 000	30 000	75 000			75 000	
Activité 3.1.1.2.3	Intégrer la santé dans les plans de gestion des catastrophes	La santé est intégrée dans 1 plan de gestion des catastrophes	Nombre de plans de gestion intégrant la santé	Rapport d'activités MS	MS	MEEA		1		5 788			5 788			5 788	
Activité 3.1.1.2.4	Mettre en place un centre de veille sanitaire	Un centre de veille sanitaire mis en place	Nombre de centre de	Rapport d'activités MS	MS	MEEA		1			400 000		400 000			400 000	

veille mis en place

<b>Action 3.1.1.3 :</b>	<b>Renforcement du cadre juridique</b>									<b>65 900</b>	<b>40 000</b>	<b>80 000</b>	<b>185 900</b>	<b>900</b>	<b>120 000</b>	<b>65 000</b>
Activité 3.1.1.3.1	Élaborer la loi sur les changements climatiques	La loi sur les changements climatiques est élaborée	Disponibilité du projet de loi sur les changements climatiques	Rapport d'activités MEEA	MEEA	MARAH, Primature, MEFP			1			50 000	50 000			50 000
Activité 3.1.1.3.2	Élaborer l'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso	L'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso est élaboré	Disponibilité de l'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Ministères membres du CNC, PTF			1		5 000		5 000			5 000
Activité 3.1.1.3.3	Élaborer le décret sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Parie au Burkina Faso	Le décret sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Parie au Burkina Faso est élaboré	Disponibilité du décret sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Parie au Burkina Faso	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Ministères membres du MRV, PTF			1		10 000		10 000			10 000
Activité 3.1.1.3.4	Réviser le décret sur les zones inondables et submersibles de	Le décret sur les zones inondables et	Disponibilité du décret sur les zones inondables et	Rapport d'activité du	MUAFH	Commune de Ouaga			1		900		900	900		-

	la ville de Ouagadougou	submersible est révisé	submersible révisé	MUAF H		dougo u											
Activité 3.1.1.3.5	Organiser des sessions de formation au profit des acteurs sur les textes juridiques relatifs à l'adaptation aux changements climatiques	26 sessions de formation sont organisées	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARAH, MEM C, Collectivité Territoriale	10	10	6	30 000	30 000	20 000	80 000	-	80 000	-	
Activité 3.1.1.3.6	Sensibiliser les populations sur les textes juridiques relatifs à l'adaptation aux changements climatiques	15 sessions de sensibilisation sont organisées	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	Rapport d'activité MEEA	MEEA	Collectivité Territoriale	5	5	5	20 000	10 000	10 000	40 000	-	40 000	-	
<b>Effet Attendu 3.1.2 : Le cadre institutionnel est renforcé</b>										<b>63 400</b>	<b>56 400</b>	<b>56 400</b>	<b>176 200</b>	<b>-</b>	<b>16 000</b>	<b>160 200</b>	
<b>Action 3.1.2.1 : Renforcement de la coordination et le pilotage et des interventions</b>										<b>29 400</b>	<b>22 400</b>	<b>22 400</b>	<b>74 200</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>74 200</b>	
Activité 3.1.2.1.1	Mettre en place le comité de pilotage du PNA	Mettre en place le comité de pilotage du PNA	Existence du comité de pilotage du PNA	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARAH, CT, Société civile,	1	-	-	7 000	-	-	7 000	-			7 000

						MEM C,										
Activité 3.1.2.1.2	Tenir les sessions du comité national de pilotage	6 sessions du comité national de pilotage tenues	Nombre de sessions du comité national de pilotage tenues	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARA H, CT, Société civile, MEM C,	2	2	2	6 000	6 000	6 000	18 000	-		18 000
Activité 3.1.2.1.3	Tenir les sessions du comité nationale de rapportage	6 sessions du comité nationale de rapportage tenues	Nombre de sessions du comité nationale de rapportage tenues	Rapport d'activité MEEA	MEEA	Minist ères memb res des comité s sectori els thémat iques CT, Société civile, MEM C,	2	2	2	6 000	6 000	6 000	18 000	-		18 000
Activité 3.1.2.1.4	Tenir les sessions des groupes thématiques au niveau régional	26 sessions des groupes thématiques au niveau régional tenues	Nombre de sessions des groupes thématiques au niveau régional tenues	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARA H, CT, Société civile, MEM C,	26	26	26	5 200	5 200	5 200	15 600	-		15 600



	Tenir les sessions des conseils de direction	26 sessions des conseils de direction organisées	Nombre de sessions des conseils de direction organisées	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARA H, CT, Société civile, MEM C,	26	26	26	5 200	5 200	5 200	15 600			15 600
<b>Action 3.1.2.2 : Renforcement de la concertation entre les acteurs</b>										34 000	34 000	34 000	102 000	-	16 000	86 000
Activité 3.1.2.2.1	Tenir les sessions du cadre de concertation unique des conventions (CCUC)	03 sessions du CCUC sont tenues	Nombre de sessions du CCUC tenues	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARA H, CT, Société civile	1	1	1	7 000	7 000	7 000	21 000	-	4 000	17 000
Activité 3.1.2.2.2	Tenir les sessions du comité national changement climatique	03 sessions du CNACC sont tenues	Nombre de sessions du CNACC tenues	Rapport d'activité MEEA	MEEA	MARA H, CT, Société civile	1	1	1	7 000	7 000	7 000	21 000	-	4 000	17 000
Activité 3.1.2.2.3	Tenir les sessions du cadre de concertations des structures focales nationales sur la mobilisation de la finance climat	03 sessions du cadre de concertations des structures focales nationales sur la mobilisation de la finance climat sont tenues	Nombre de sessions tenues	Rapports d'activités MEF	MEF	MEEA / Primature, SPONG	1	1	1	5 000	5 000	5 000	15 000	-	4 000	11 000

Activité 3.1.2.2.4	Tenir les sessions de la plateforme nationale REDD+	03 sessions de la plateforme nationale REDD+ sont tenues	Nombre de sessions de la plateforme nationale REDD+ tenues	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Toutes les structures impliquées dans le processus REDD+	1	1	1	5 000	5 000	5 000	15 000	-	4 000	11 000
Activité 3.1.2.2.5	Tenir les sessions de la plateforme nationale des OSC sur la REDD+	03 sessions de la plateforme nationale des OSC sur la REDD+ tenues	Nombre de sessions de la plateforme nationale des OSC sur la REDD+ tenues	Rapport d'activités MEEA	MEEA	OSC	1	1	1	5 000	5 000	5 000	15 000	-	-	15 000
Activité 3.1.2.2.6	Tenir les sessions de la coalition nationale pour la gestion durable des terres	06 sessions de la coalition nationale pour la gestion durable des terres sont tenues	Nombre de sessions de la coalition nationale pour la gestion durable des terres tenues	Rapport d'activités du MARA H	MARA H	SPONG, MEEA	2	2	2	5 000	5 000	5 000	15 000	-	-	15 000
<b>Objectif Stratégique 3.2 : Assurer la mobilisation des ressources financières</b>										2 898 300	2 915 300	38 500	5 852 100	18 000	10 000	5 824 100
<b>Effet Attendu 3.2.1 : La mobilisation des ressources financière est améliorée</b>										2 875 300	2 852 300	15 500	5 743 100	-	10 000	5 733 100

Action 3.2.1.1 :	Renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de mobilisation des ressources financières									2 847 800	2 844 800	8 000	5 700 600	-	10 000	5 690 600
Activité 3.2.1.1.1	Organiser des sessions de formation sur la finance climat	3 sessions de formation sur la finance climat sont organisées	Nombre de sessions de formation sur la finance climat organisées	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Ministères partenaires	1	1	1	3 000	3 000	3 000	9 000		3 000	6 000
Activité 3.2.1.1.2	Organiser des rencontres de concertations avec les acteurs intervenant dans la finance carbone ;	6 rencontres de concertations avec les acteurs intervenant dans la finance carbone sont organisées	Nombre de rencontres de concertations avec les acteurs intervenant dans la finance carbone organisées	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Ministères partenaires	2	2	2	1 000	1 000	1 000	3 000		1 000	2 000
Activité 3.2.1.1.3	Organiser des rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone	6 rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone sont organisées	Nombre de rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone organisées	Rapport d'activités MEEA	MEEA	PTF, Secteur privé	2	2	2	1 000	1 000	1 000	3 000			3 000

Activité 3.2.1.1.4	Organiser des sessions de concertations avec l'ensemble des parties prenantes du cadre normalisé d'attribution du crédit carbone.	8 sessions de concertations avec l'ensemble des parties prenantes du cadre normalisé d'attribution du crédit carbone sont organisées	Nombre des sessions de concertations avec l'ensemble des parties prenantes du cadre normalisé d'attribution du crédit carbone organisées	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Ministères partenaires	4	2	2	6 000	3 000	3 000	12 000	6 000	6 000	
Activité 3.2.1.1.5	Accompagner les promoteurs dans l'élaboration des plans d'affaires et Financer les projets, les microprojets et sous-projets dans le domaine de l'élevage	18 912 promoteurs de microprojets et de sous projets financés	Nombre de promoteurs de microprojets et de sous-projets dans le domaine de l'élevage financés	Rapports bilan des activités du MARAH	MARAH	Projets et Programmes	9 456	9 456		2 836 800	2 836 800		5 673 600	-	-	5 673 600
<b>Action 3.2.1.2 :</b>	<b>Développement des outils de mobilisation des ressources financières</b>									<b>27 500</b>	<b>7 500</b>	<b>7 500</b>	<b>42 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42 500</b>
Activité 3.2.1.2.1	Élaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PNA	Une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du	Existence d'une stratégie de mobilisation des ressources financières	Rapport d'activités MEEA	MEEA	MEEA / MARAH, MESRI / MEFP	-	1	-	20 000			20 000			20 000

		PNA est élaborée	pour la mise en œuvre du PNA														
Activité 3.2.1.2.2	Élaborer des notes conceptuelles de projets et programmes PNA	2 notes conceptuelles de projets et programmes PNA sont élaborées	Nombre de notes conceptuelles de projets et programmes PNA élaborées	Rapport d'activités MEEA	MEEA	Primature, PTF, MARAH, MEMC		1	1	7 000	7 000	7 000	21 000				21 000
Activité 3.2.1.2.3	Faire des plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières	3 plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières réalisés	Nombre de plaidoyers réalisés auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières	Rapport d'activités MEEA	MEEA	MEFP		1	1	1	500	500	500	1 500			1 500
<b>Effet Attendu 3.2.2 : La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée</b>											<b>23 000</b>	<b>63 000</b>	<b>23 000</b>	<b>109 000</b>	<b>18 000</b>	<b>-</b>	<b>91 000</b>
<b>Action 3.2.2.1 :</b>	<b>Programmation des interventions</b>										<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	<b>42 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42 000</b>
Activité 3.2.2.1.1	Actualiser le PAO du PNA	Le PAO du PNA est actualisé	Nombre de PAO actualisé	Rapport d'activités MEEA	MEEA	MARAH, MUAFH, MESRI, MID,		1	1	1	7 000	7 000	7 000	21 000	-	-	21 000

						MSHP, , MEFP, CT											
Activité 3.2.2.1.2	Élaborer le PTBA	3 PTBA élaborés	Nombre de PTBA élaborés	Rapport d'activit és MEEA	MEEA	MARA H, MUAF H, MESRI ,MID, MSHP, , MEFP, CT	1	1	1	7 000	7 000	7 000	21 000	-			21 000
<b>Action 3.2.2.2 :</b>	<b>Renforcement du dispositif de suivi évaluation</b>									<b>9 000</b>	<b>49 000</b>	<b>9 000</b>	<b>67 000</b>	<b>18 000</b>	<b>-</b>		<b>49 000</b>
Activité 3.2.2.2.1	Élaborer les rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du PNA	6 rapports périodiques sont élaborés	Nombre de rapports élaborés	Rapport d'activit és MEEA	MEEA	PTF, CT, Autres minist ères	2	2	2	6 000	6 000	6 000	18 000	18 000	-		-
Activité 3.2.2.2.2	Élaborer le manuel de suivi-évaluation du PNA	le manuel de suivi- évaluation du PNA est élaboré	Nombre de manuel de suivi- évaluation élaboré	Rapport d'activit és MEEA	MEEA	MARA H, MUAF H, MESRI ,MID, MSAR GF,MS JE,MC CAT, MEFP		1	-		15 000		15 000				15 000

						MTM USR, CT											
Activité 3.2.2.2.3	Organiser des sessions de formation au profit des acteurs en suivi-évaluation	3 sessions de formation en suivi évaluation sont organisées	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités MEEA	MEEA	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSARGF, MSJE, MC CAT, MEFP MTM USR, CT	1	1	1	3 000	3 000	3 000	9 000	-	-	9 000	
Activité 3.2.2.2.4	Organiser des enquêtes périodiques pour le renseignement des indicateurs	Un répertoire des bonnes pratiques dans le domaine de l'adaptation	Nombre de répertoire des bonnes pratiques dans le domaine de la REDD+ élaboré	Rapport d'activités MEEA	MEEA	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSARGF, MSJE, MC CAT, MEFP MTM USR, CT		1			25 000		25 000	-		25 000	

<b>Objectif Stratégique 3.3 : améliorer la disponibilité, l'accès aux informations climatiques fiables et la visibilité des interventions</b>										4 730 000	7 410 000	1 609 000	13 749 000	125 000	8 171 000	5 453 000
<b>Effet Attendu 3.3.1 : La disponibilité et l'accès aux informations climatiques fiables sont améliorées</b>										4 697 000	7 387 000	1 601 000	13 685 000	108 000	8 146 000	5 431 000
<b>Action 3.3.1.1 :</b>	<b>Amélioration de la disponibilité des informations climatiques et météorologiques</b>									828 000	331 000	193 000	1 352 000	-	-	1 352 000
Activité 3.3.1.1.1	Élaborer les bulletins agro météorologiques et climatiques	4 620 bulletins agro météorologiques et climatiques élaborés	Nombre de bulletins élaborés	Rapport d'activité du MATM	MATM	MEEA , MARAH, MESRI , MCCA T	1 540	1 540	1 540	40 000	40 000	40 000	120 000	-	-	120 000
Activité 3.3.1.1.2	Organiser des ateliers sectoriels sur les prévisions saisonnières	9 ateliers sectoriels organisés	Nombre d'ateliers sectoriels organisés	Rapport d'activité du MATM	MATM	MEEA , MARAH, CILSS	3	3	3	2 000	2 000	2 000	6 000	-	-	6 000
Activité 3.3.1.1.3	Élaborer des messages d'alerte des phénomènes météorologiques extrêmes	195 messages d'alerte des phénomènes météorologiques extrêmes élaborés	Nombre de messages d'alerte élaborés	Rapport d'activité du MATM	MATM	MEEA , MARAH, CILSS, MCCA T, Téléphonies mobiles	65	65	65	8 000	8 000	8 000	24 000	-	-	24 000



Activité 3.3.1.1.4	Mettre à jour les métadonnées des stations du réseau météorologique nationale	150 métadonnées mises à jour	Nombre de métadonnées à jour	Rapport d'activité du MATM	MATM	MEEA, MARAH, CILSS	50	50	50	6 000	6 000	6 000	18 000	-	-	18 000
Activité 3.3.1.1.5	Équiper les Postes de travail du CNVAM	3 postes de travail équipés	Nombre de postes de travail équipés	Rapport d'activité du MATM	MATM	Collectivités	3	-	-	485 000	-	-	485 000	-	-	485 000
Activité 3.3.1.1.6	Assurer la fonctionnalité des stations du réseau météorologique	1266 stations du réseau météorologique fonctionnelles	Nombre de stations du réseau météorologique fonctionnelles	Rapport d'activité du MATM	MATM	Collectivités	422	422	422	80 000	200 000	47 000	327 000	-	-	327 000
Activité 3.3.1.1.7	Doter les communes de stations météorologiques	15 communes dotées de stations météorologiques	Nombre de communes dotées de stations météorologiques	Rapport d'activité du MATM	MATM	Collectivités	5	5	5	52 000	52 000	52 000	156 000	-	-	156 000
Activité 3.3.1.1.8	Mettre à niveau les capteurs pluviométriques du réseau météorologique national	85 capteurs pluviométriques mis à niveau	Nombre de capteurs pluviométriques mis à niveau	Rapport d'activité du MATM	MATM	Collectivités	10	25	50	15 000	23 000	38 000	76 000	-	-	76 000
Activité 3.3.1.1.9	Acquérir des équipements pour le renforcement du	20 équipements acquis pour le renforcement	Nombre de équipements acquis	Rapport d'activité du	MARAH	MEFP, Secteur privé	20			140 000	-	-	140 000	-	-	140 000

	réseau Météo avec des stations automatiques de l'ANAM	du réseau Météo avec des stations automatiques de l'ANAM		MARAH												
<b>Action 3.3.1.2 :</b>	<b>Développement des systèmes d'alerte précoce</b>									<b>3 869 000</b>	<b>7 056 000</b>	<b>1 408 000</b>	<b>12 333 000</b>	<b>108 000</b>	<b>8 146 000</b>	<b>4 079 000</b>
Activité 3.3.1.2.1	Acquérir des équipements, des consommables informatiques, et de matériels de gestion des données au profit des SAP	1 lot de matériels acquis au profit des SAP	Nombre de lots de matériels acquis	Rapport d'activités du MARAH	MARAH	MEFP, Secteur privé	1			1 000	-	-	1 000	-	1 000	-
Activité 3.3.1.2.2	Mettre en place des SAP relais communautaire	12 SAP relais communautaire mises en place	Nombre de SAP relais communautaires mises en place	Rapport d'activités du MARAH	MARAH	MEEA, MDTDS	6	6		54 000	54 000	-	108 000	108 000	-	-
Activité 3.3.1.2.3	Concevoir des systèmes d'alerte précoce pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations	2 SAP pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations conçus	Nombre de SAP pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations conçus	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	MARAH, MEFP, Secteur privé	2			2 461 000	-	-	2 461 000	-	2 461 000	-
Activité 3.3.1.2.4	Acquérir des lots d'équipements au profit des	2 lots d'équipements acquis au profit du SAP	Nombre de lots de matériels acquis	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	MARAH, MEFP,		2		-	5 634 000	-	5 634 000	-	5 634 000	-

	systemes d'alerte precoce pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations	pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations				Secteur privé											
Activité 3.3.1.2.5	Renforcer la surveillance des maladies climato-sensibles	12 suivis réalisés dans le cadre de la surveillance des maladies climato-sensibles	Nombre de suivis réalisés dans le cadre de la surveillance des maladies climato-sensibles	Rapport d'activités du MS	MS	MEEA	4	4	4	130 000	130 000	130 000	390 000	-	-	390 000	
Activité 3.3.1.2.6	Organiser des sessions de formation au profit du personnel du Système d'Alerte Précoce (SAP) sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	4 sessions de formation organisées au profit du personnel du Système d'Alerte Précoce (SAP) sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MARA H	MARA H	MEEA / MTDS, MTM USR		2	2	-	15 000	15 000	30 000	-	30 000	-	
Activité 3.3.1.2.7	Organiser des sessions de formation au profit du personnel de	2 sessions de formation organisées au profit du personnel de	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MARA H	MARA H	MEEA / MTDS, MTM USR	1	1		5 000	5 000	-	10 000	-	10 000	-	

	l'ANAM, SAP, SE-CNSA et de la DGRE sur les thématiques en lien avec la météorologie	l'ANAM, SAP, SE-CNSA et de la DGRE sur les thématiques en lien avec la météorologie															
Activité 3.3.1.2.8	Organiser des sessions de formation au profit des SAP relais au niveau communal sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	02 sessions de formation organisées au profit des SAP relais au niveau communal sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MARA H	MARA H	MEEA , MDTDS	1	1		5 000	5 000	-	10 000	-	10 000	-	
Activité 3.3.1.2.9	Organiser des sessions de sensibilisation des acteurs sur l'utilisation des produits des SAP	39 sessions de sensibilisation des acteurs sur l'utilisation des produits des SAP organisées	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	Rapport d'activités du MARA H	MARA H	MEEA , MDTDS, CT	13	13	13	13 000	13 000	13 000	39 000	-	-	39 000	
Activité 3.3.1.2.10	Renforcer les compétences des acteurs sur les maladies sensibles aux	180 acteurs formés sur les maladies sensibles aux changements climatiques	Pourcentage des acteurs formés	Rapport d'activités du MS	MS	MEEA	60	60	60	650 000	650 000	700 000	2 000 000	-	-	2 000 000	

	changements climatiques																
Activité 3.3.1.2.1.1	Former les ressources humaines qualifiées en santé environnement	165 ressources humaines qualifiées en santé environnement formées	Nombre de ressources humaines formées	Rapport d'activités du MS	MS	MEEA	55	55	55	550 000	550 000	550 000	1 650 000	-	-	1 650 000	
<b>Effet Attendu 3.3.2 : La visibilité des interventions est améliorée</b>										<b>33 000</b>	<b>23 000</b>	<b>8 000</b>	<b>64 000</b>	<b>17 000</b>	<b>25 000</b>	<b>22 000</b>	
<b>Action 3.3.2.1 :</b>	<b>Renforcement des outils et instruments de communication et d'information</b>									<b>28 000</b>	<b>20 000</b>	<b>5 000</b>	<b>53 000</b>	<b>8 000</b>	<b>23 000</b>	<b>22 000</b>	
Activité 3.3.2.1.1	Élaborer une stratégie de communication PNA	Une stratégie de communication PNA élaborée	Existence d'une stratégie de communication climat	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	Media §/ANAM/	1	-	-	8 000	-	-	8 000	-	-	8 000	
Activité 3.3.2.1.2	Réaliser et diffuser des films institutionnels (publi-reportages) sur les activités du PNA	3 films institutionnels (publi-reportages) sur les activités du FIE réalisés et diffusés	Nombre de films institutionnels (publi-reportages) sur les activités du FIE réalisés et diffusés	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	DCPM/MEEA	1	1	1	5 000	5 000	5 000	15 000	-	-	15 000	
Activité 3.3.2.1.3	Doter les structures de mise en œuvre du PNA en équipements de communication	2 lots d'équipements de communication (ordinateurs, caméra, table	Nombre de lots d'équipement de communication acquis	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	MEFP/PTF	1	1	-	15 000	15 000	-	30 000	8 000	23 000	- 1 000	

	(ordinateurs, caméra, table de montage, appareil photo performant, disques durs,...)	de montage, appareil photo performant, disques durs,...) doté à la DCRP du FIE d														
<b>Action 3.3.2.2 :</b>	<b>Renforcement du dispositif de communication</b>									<b>5 000</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>11 000</b>	<b>9 000</b>	<b>2 000</b>	<b>-</b>
Activité 3.3.2.2.1	Mettre en place et former un pool de journalistes, influenceurs, sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre les changements climatiques	Un Pool d'influenceurs de journalistes, influenceurs, sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre les changements climatiques sont mis en place et formé	Disponibilité d'un pool formé	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	ONG, Associations, MARA H	1	-	-	2 000	-	-	2 000	-	2 000	-
Activité 3.3.2.2.2	Organiser des déjeuners de travail avec les organes de presse	3 déjeuners de travail organisés avec les organes de presse	Nombre de déjeuners de travail organisés	Rapport d'activités du MEEA	MEEA	Secteur privé	1	1	1	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000	-	-
<b>TOTAL</b>										<b>684 464 737</b>	<b>627 488 027</b>	<b>444 036 696</b>	<b>1 755 989 460</b>	<b>599 711 973</b>	<b>682 033 870</b>	<b>474 243 617</b>

